Distribution limitée

WHC-2000/CONF.204/INF.16

Paris, le 12 octobre 2000

Original : anglais/français

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE**

**CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION DU PATRIMOINE
MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL**

COMITE DU PATRIMOINE MONDIAL

Vingt-quatrième session

**Cairns, Australie
27 novembre - 2 décembre 2000**

Point 15.1 de l'ordre du jour : Stratégie globale de la formation

Une stratégie globale de formation pour le patrimoine culturel (ICCROM)

**Une stratégie globale de formation pour le patrimoine culturel
visant à améliorer la mise en œuvre de la
Convention du patrimoine mondial**

Rapport sur la stratégie globale de formation
Document préparé pour le Comité du patrimoine mondial, novembre 2000
ICCROM, le 7 octobre 2000

TABLE DES MATIERES

A. Le mandat	3	
B. La formation relative à la Convention du patrimoine mondial	4	
C. Problèmes et conclusions	5	
D. Stratégie globale de formation pour le patrimoine culturel mondial	7	
1. Cadre de principes	9	
2. Stratégies/Programmes de formation au niveau international	14	
3. Stratégies/Programmes de formation au niveau régional	18	
Asie et Pacifique	19	
Europe et Amérique du Nord	24	
Afrique subsaharienne	29	
Région des Etats arabes	33	
Amérique Latine et Caraïbes	34	
4. Rôle des partenaires clés	37	
5. Stratégie générale de financement et d'exécution	39	
Annexe I	Historique de l'élaboration de la stratégie globale de formation pour le Comité du patrimoine mondial	41
Annexe II	Etude de l'efficacité de l'assistance fournie par le Comité en faveur de la formation pour le patrimoine culturel	53
Annexe III	Documents consultés pour la préparation du présent rapport	56
Annexe IV	Recommandations de la réunion d'experts sur la formation en relation aux Sites du patrimoine mondial (Rome, 16-17 novembre 1998)	59
Annexe V	Principes directeurs de l'évaluation des demandes de formation	67
Annexe VI	Liste de contrôle des demandes d'assistance en matière de formation	68

A. Le mandat

Le Comité du patrimoine mondial a commencé à prendre sérieusement en considération les problèmes de formation en relation à la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial à la suite d'une enquête sur les dispositions du Comité concernant l'assistance en matière de formation réalisée au début des années 90. En 1994, lors de la réunion du Bureau, le Comité a demandé à l'ICCROM d'élaborer une stratégie globale de formation pour les Sites du patrimoine culturel mondial. Depuis lors, l'ICCROM s'est attelé activement à cette tâche.

Deux réunions internationales ont été organisées sur les différents aspects du problème; en outre, des stratégies régionales de formation ont été élaborées en collaboration avec le Centre du patrimoine mondial pour l'Afrique subsaharienne, l'Amérique latine (villes historiques), l'Europe du Nord-est (villes historiques), et l'Asie du Sud-est. Ces initiatives ont mis en évidence de nombreux points, propositions et principes en visant l'amélioration par le Comité de l'utilisation des fonds affectés à la formation.

A la lumière du mandat imparti à l'ICCROM par le Comité en 1994, compte tenu de l'expérience d'élaboration de la stratégie, et dans le cadre de l'évolution des priorités du Comité, (telle qu'elles ressortent de la stratégie globale et des résultats du cycle de rapport périodique à venir), l'ICCROM juge bon de soumettre au Comité sa stratégie globale de formation pour le patrimoine culturel, pour examen et approbation.

Des versions préliminaires de ce rapport ont été présentées au Comité du patrimoine mondial pour information en décembre 1999, et au Bureau pour examen en juin 2000. La version actuelle reprend les documents précédents, en y incorporant des évaluations d'ensemble sur les besoins de formation, région par région, afin de dégager un tableau complet des besoins et des réponses stratégiques au niveau international et régional.

B. La formation en relation à la Convention du patrimoine mondial

La Convention du patrimoine mondial et les Orientations constituent un cadre pour l'examen des activités de formation relatives aux Sites du patrimoine mondial.

L'article 5 de la Convention enjoint aux Etats Parties à la Convention «*d'assurer une protection et une conservation aussi efficaces et une mise en valeur aussi active que possible du patrimoine culturel et naturel* » et, par conséquent, «*de favoriser la création ou le développement de centres nationaux ou régionaux de formation dans le domaine de la protection, de la conservation et de la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel* ».

Les Orientations indiquent les conditions de présentation des procédures de demande d'assistance en matière de formation, en vertu de l'article 23 de la Convention, lequel note que le Comité "*peut également fournir une assistance internationale à des centres nationaux ou régionaux de formation de spécialistes de tous niveaux dans le domaine de l'identification, de la protection, de la conservation, de la mise en valeur et de la réhabilitation du patrimoine culturel et naturel*". Les Orientations décrivent la préférence accordée par le Comité au soutien pour "*la formation collective au niveau local et régional, en particulier aux centres nationaux ou régionaux*", les informations devant figurer dans les formulaires et la procédure à suivre pour l'évaluation des demandes d'assistance technique.

C. Problèmes et conclusions

La démarche suivie par l'ICCROM sur une période de six ans pour développer la Stratégie globale de formation pour le patrimoine culturel, a impliqué, comme indiqué, plusieurs réunions d'experts, un grand nombre d'études approfondies sur les contextes de la formation dans différentes régions, une évaluation des demandes de formation présentées au Comité du patrimoine mondial au cours des années 90, et un suivi constant de l'état d'avancement, en collaboration avec le Comité. Les résultats de ces efforts sont présentés aux Annexes I et II. A la suite des analyses effectuées, un certain nombre de conclusions fondamentales ont été atteintes : elles sont présentées ci-après.

1. La formation pour le patrimoine mondial exige une approche proactive

En ce qui concerne l'assistance à la formation et les besoins relatifs à la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, la situation rencontrée aujourd'hui par le Comité est très différente de ce qu'elle était il y a une vingtaine d'années, lorsque le Comité a commencé à travailler, et même de celle qui prévalait il y a quelques années à peine. Les pressions sur les fonds du Comité ont augmenté de façon drastique au cours des deux dernières années. En 1998, pour la première fois dans l'histoire du Comité, tous les fonds disponibles pour la formation ont été alloués au cours de sa réunion de fin d'année. Cela s'explique principalement par l'intérêt croissant des Etats Parties pour les possibilités offertes par la Convention du patrimoine mondial.

Cet état de fait a contraint l'ICCROM et le Centre à modifier leur démarche et à adopter une approche stratégique qui prenne les devants et réponde par le biais de programmes, quand cela est possible, aux besoins prioritaires des régions. C'est une approche qui améliorera certainement l'impact des activités régionales de formation mais réduira les fonds disponibles pour les projets que les Etats Parties jugent importants ou nécessaires à l'échelon national et demandera une certaine adaptation des attentes et des comportements des Etats Parties.

2. Nécessité de redéfinir le rôle des partenaires du patrimoine mondial

Il semble qu'il existe un profond désaccord et beaucoup de confusion quant à la portée et à la nature du rôle des organes consultatifs (et plus particulièrement de l'ICCROM), du Centre du patrimoine mondial et des Etats Parties au moment d'aborder la mise en œuvre d'approches anticipatives dans le contexte de l'assistance à la formation.

Sur la portée du rôle : l'ICCROM a été désigné par le Comité, en décembre 1996, comme son "partenaire prioritaire en matière de formation", mais, en pratique, nul ne sait précisément ce que cela signifie.

L'ICCROM ne considère pas que son rôle de "partenaire prioritaire" lui donne l'exclusivité sur la planification et l'exécution des activités de formation pour le patrimoine mondial. De même que l'ICCROM est pour l'UNESCO sa "référence principale" pour tout ce qui touche à la formation en matière d'héritage culturel, et ce depuis sa création par l'UNESCO en 1956, l'ICCROM s'efforce d'utiliser ses compétences pour maximiser l'efficacité des fonds alloués par le Comité à la formation,

en améliorant la coordination de la planification des activités et en facilitant l'accès des personnes chargées de la formation aux informations professionnelles pertinentes sur le développement des programmes, modèles, standards, méthodologies ou autres, dans le domaine de la formation.

L'ICCROM pense que, dans le travail qu'il accomplit pour le Comité, tout doit être fait pour éviter les conflits d'intérêt ou ce qui pourrait y ressembler. L'ICCROM note toutefois que les orientations de formation adoptées par le Comité en 1996 invitent l'ICCROM à soumettre les requêtes de projets de formation au Comité, citant l'ITUC, projet de formation de l'ICCROM sur la Conservation urbaine et territoriale intégrée, comme un exemple du type d'activité auquel le Comité souhaiterait donner son appui. L'ICCROM fait également remarquer qu'en 1999 toutes les propositions présentées au Comité ont été développées de concert avec le personnel du Centre du patrimoine mondial et/ou les Etats Parties.

3. Nécessité d'améliorer la durabilité des activités de formation

L'un des principaux objectifs des investissements réalisés par le Comité pour la formation est, en fin de compte, la durabilité des activités financées. L'évaluation conduite après la fin d'un projet est un élément déterminant pour y parvenir. Or, il n'y pas systématiquement de suivi ni d'évaluation après la fin des projets appuyés par le Comité du patrimoine mondial, même si cette évaluation figure dans les clauses contractuelles stipulées par le Centre.

Il paraîtrait utile, tant pour continuer à tirer parti de l'évaluation des projets que pour améliorer la durabilité des efforts de formation, de ne retenir aucune nouvelle demande de suivi, tant que les rapports d'évaluation des activités de formation précédentes n'ont pu être examinés.

4. Gestion de l'information

La possibilité de tirer parti de l'expérience passée pour améliorer le travail d'aujourd'hui dépend de l'accessibilité des données. Celle-ci est considérablement réduite par les limitations du système de classement des fichiers dont le Centre dispose actuellement. A l'exception du fichier central, situé dans la salle des photocopieuses et qui est difficile à consulter, le classement des fichiers ne respecte pas de modèle unique. Les spécialistes responsables de chacune des régions gèrent leurs fichiers en fonction de leur propre logique et veillent à ce qu'ils soient facilement accessibles pour le travail quotidien. Bien que dans chaque bureau l'organisation du classement des données fasse l'objet d'efforts considérables, seules les personnes en charge du bureau sont capables de localiser rapidement les classeurs et documents pertinents. Cette situation est acceptable sur le court terme – avec quelques difficultés – mais la mémoire des activités du Centre est perdue quand le personnel change. Le Centre a besoin, au plus vite, d'un système de classement des données qui soit systématique et facile à consulter.

D. Stratégie globale de formation pour le patrimoine mondial culturel

Buts et objectifs fondamentaux

La raison d'être de la Stratégie globale de formation pour le patrimoine mondial est d'aider le Comité du patrimoine mondial à optimiser l'utilisation des ressources disponibles pour la formation, dans le cadre du Fonds du patrimoine mondial et des sources hors budget complémentaires, d'améliorer les conditions qui entourent la conservation des Sites du patrimoine mondial et de renforcer la capacité des personnes responsables de leur utilisation et de leur gestion.

Orientation stratégique

- Afin d'être le plus efficace possible, une stratégie globale de formation doit se composer de stratégies de formation régionales complémentaires.
- La formation pour le patrimoine mondial tire surtout avantage du renforcement des démarches de formation à la conservation à tous les niveaux, voire élargis à toutes les disciplines annexes. Les programmes de formation mis en place dans le but spécifique de la conservation du patrimoine mondial risquent d'aboutir à une duplication inutile des efforts. Les programmes de formation à la conservation, qu'ils soient nouveaux ou préexistants, devraient plutôt être encouragés à intégrer les diverses composantes et perspectives du patrimoine mondial.
- Le Comité, le Centre et les Organes consultatifs devraient assurer une surveillance et un suivi adéquats des activités de formation réalisées dans le cadre de la stratégie globale de formation.
- L'information concernant les activités devrait être archivée et constituer un outil de programmation pour les initiatives futures.

Eléments de la Stratégie

La Stratégie globale de formation pour le patrimoine mondial présentée ci-après se compose des éléments suivants :

- Un **cadre de principes** pour guider les décisions prises par le Comité quant à la mise en place ou au renforcement des stratégies et programmes appropriés au niveau international, régional et national.
- Une série de **stratégies et programmes internationaux**, conçus conformément aux principes précités, visant à orienter les plans, initiatives et actions au niveau international.
- Une série de **stratégies et programmes de formation régionaux**, conçus conformément aux principes précités, et répondant aux circonstances et besoins particuliers de la région. Leur objectif serait de soutenir et d'intégrer les initiatives prises à l'échelon national, afin de tirer parti des synergies régionales lorsqu'elles existent, d'alimenter les stratégies et programmes internationaux, et ils feraient l'objet d'une mise à jour régulière afin de refléter les résultats obtenus lors des exercices de rapport périodique.
- Une **définition claire des rôles** respectifs des partenaires relevant du système du patrimoine mondial.

- Une **stratégie générale de financement et d'exécution** pour la réalisation des objectifs d'ensemble de la Stratégie globale de formation pour le patrimoine mondial.

1. CADRE DE PRINCIPES

Les principes suivants sont destinés à constituer un cadre pour l'examen du développement de la formation pour la conservation des Sites du patrimoine mondial. Ils sont de deux types: d'une part, ceux qui concernent la nature et les conditions d'une formation efficace pour la conservation des Sites du patrimoine mondial, d'autre part ceux qui se rapportent à la collaboration fructueuse des partenaires du Patrimoine mondial concernés par la formation.

PRINCIPES FAVORISANT UNE FORMATION EFFICACE POUR LA CONSERVATION DES SITES DU PATRIMOINE MONDIAL

1. La formation devrait être considérée comme le moyen le plus rentable permettant au Comité du patrimoine mondial d'améliorer la conservation des Sites du patrimoine mondial.

La formation constitue effectivement un investissement auprès des personnes dont les décisions, à quelque niveau que ce soit, peuvent avoir un impact sur les valeurs des Sites du patrimoine mondial. L'investissement visant l'amélioration des conditions physiques de conservation ou de l'état de conservation d'un endroit donné peut fournir uniquement des gains à court terme s'il n'est pas accompagné d'un investissement à long terme dans les capacités des ressources humaines dont dépend le bien des sites.

2. L'audience pour les activités de formation en conservation devrait être vaste et variée

Lorsque l'on parle de formation en relation au Patrimoine mondial, il ne s'agit pas uniquement de doter les spécialistes des compétences requises. La formation est en effet souvent davantage orientée vers les personnes ayant des postes de responsabilité en matière de gestion et dont les décisions peuvent dans l'ensemble affecter fortement les conditions et les possibilités de conservation de sites spécifiques. Les stratégies de formation doivent donc tenir compte des besoins et de la compréhension des politiciens, des administrateurs, des propriétaires privés et publics, des promoteurs, des banquiers et des prêteurs, des artisans et des commerçants, du grand public, etc. ainsi que des spécialistes et des responsables des sites. La formation doit être interdisciplinaire et intersectorielle afin d'encourager le dialogue entre les personnes concernées.

3. La formation dans le cadre de la Convention du patrimoine mondial devrait être considérée au sens large comme toute activité visant à accroître les capacités des individus et des institutions participant à la gestion de lieux chargés de signification culturelle.

En d'autres termes, la formation doit comprendre les activités pédagogiques conventionnelles mais également des séminaires ou des forum offrant la possibilité d'apprendre grâce à l'échange avec des collègues, la production et l'utilisation de matériel écrit et/ou audiovisuel de différents formats et dans différents endroits (ex. brochures promotionnelles, journaux ou revues, etc.) ou de véhicules visant le renforcement des réseaux d'échange et de communication. Le facteur qualifiant dans

la définition de la "formation" sera la capacité de l'activité proposée d'améliorer les compétences, le savoir ou la prise de conscience de l'individu et/ou de l'institution impliquée. Le choix de l'approche, ou de l'activité, devrait être fonction de la nature des compétences, du savoir ou de la prise de conscience que l'on souhaite améliorer, ainsi que des besoins du groupe cible que l'on souhaite toucher ("directeurs de site", administrateurs publics, politiciens, commerçants et artisans, grand public, etc.). Dans cette optique, des propositions telles que le programme hongrois de bourses par exemple, qui vise la mise en place d'un solide réseau de professionnels du patrimoine mondial, peuvent être considérées comme des véhicules importants de formation.

4. Le succès de programmes efficaces de formation suppose la participation de professionnels et d'agences ayant de l'expérience dans ce domaine

Un trop grand nombre de programmes de conservation sont organisés autour d'efforts visant simplement à réunir un certain nombre de conférenciers sans planification préalable de la manière d'atteindre les objectifs d'apprentissage recherchés par les participants. Les professionnels ayant une expérience de formation sont en mesure d'évaluer et de définir soigneusement les besoins en formation, de concevoir des programmes de formation répondant aux besoins identifiés, gérés et orientés vers des objectifs d'apprentissage définis et, à l'issue du programme, d'évaluer l'expérience dans une perspective d'amélioration.

5. Les initiatives de formation devraient généralement optimiser l'utilisation des infrastructures et systèmes existants en matière d'éducation plutôt que créer de nouveaux systèmes

Dans le monde entier, les programmes de formation et d'éducation font l'objet de critiques car le soutien public aux systèmes d'éducation (en particulier les universités) diminue. Les programmes de formation conçus pour répondre aux besoins du patrimoine mondial devraient renforcer les systèmes existants. De même, les programmes existants (ex. cours universitaires de troisième cycle), réorientés afin d'embrasser les besoins du Patrimoine mondial, peuvent répondre aux besoins de manière extrêmement rentable étant donné le financement limité disponible au sein du Comité.

6. La formation visant la promotion des objectifs de conservation devrait être axée sur les professionnels, disciplines et programmes dominants, et pas uniquement sur les besoins des spécialistes de la conservation

Des messages de formation en conservation devraient être insérés dans les programmes de formation des administrateurs, des responsables ou des professionnels dont le travail les mettra vraisemblablement en contact avec les Sites du patrimoine mondial.

7. Les messages de formation pour les Sites du patrimoine mondial devraient promouvoir une pratique optimale de conservation au plan international, sans distinction entre Sites du patrimoine mondial et autres sites

Il n'existe aucune différence fondamentale entre les messages de formation réalisés pour les sites figurant sur la liste du Patrimoine mondial et les autres. Une pratique

de bonne conservation est une pratique de bonne conservation et, dans l'intérêt du Patrimoine mondial, n'a nul besoin d'être circonscrite au Patrimoine mondial.

PRINCIPES FAVORISANT UNE COLLABORATION EFFICACE DES PARTENAIRES DU PATRIMOINE MONDIAL EN MATIERE DE FORMATION

1. Les demandes d'assistance en formation devraient être jugées en fonction de critères établis pour maximiser le rapport coût/efficacité des activités proposées.

La réunion d'experts de novembre 1998 à l'ICCROM a abouti à des recommandations concernant les critères d'examen des demandes d'assistance en matière de formation. Ceux-ci ont généralement trait à l'accroissement des bénéfices de l'activité proposée dans la région, pour plusieurs disciplines et à long terme. Ces critères devraient être partagés avec le Comité et être, le cas échéant, intégrés dans les Orientations.

2. Le Comité du patrimoine mondial, le Centre du patrimoine mondial et l'ICCROM devraient passer de la réponse aux demandes d'assistance en matière de formation, à l'anticipation et à la planification visant à satisfaire les besoins en formation.

Compte tenu des fonds limités du Comité, il semble qu'une approche anticipative soit nécessaire pour garantir que les fonds satisfassent des besoins prioritaires et soient utilisés de manière aussi rentable que possible en vue de la réalisation des objectifs de formation recherchés. Cela ne signifie pas que les Etats Parties ne doivent pas poursuivre leur recherche de fonds destinés à la formation, mais qu'ils devraient essayer, en se conformant à l'avis du Centre et de l'ICCROM, de promouvoir le partage le plus large possible des bénéfices de la formation pour chaque activité proposée, en relation avec les besoins prioritaires définis.

Les stratégies régionales actuellement développées par l'ICCROM pour le Comité constituent un instrument important dans une approche anticipative à la gestion des possibilités de formation. Ces stratégies définissent les objectifs de formation importants pour la région et suggèrent la manière optimale d'atteindre ces objectifs, sur la base d'une collaboration entre partenaires existants et nouveaux. Enfin, des programmes, activités et initiatives spécifiques pour le Patrimoine mondial peuvent être proposés pour la mise en œuvre des stratégies, une fois acceptées.

3. Les liens entre les différents éléments stratégiques du système de gestion du patrimoine mondial (y compris les rapports périodiques sur l'état de conservation des sites inscrits et le développement de la Stratégie globale), d'une part, et la fourniture d'une assistance technique et de formation, d'autre part, devraient être précisés et renforcés.

Dans le temps, avec la régularisation du système de rapports périodiques, un nombre prévisible de résultats en matière de formation (et d'assistance technique) devrait apparaître cycliquement, ex. les rapports de la "région A" pourraient aboutir l'année suivante à un ensemble d'activités de formation (et/ou d'assistance technique)

orientées vers les faiblesses identifiées dans les rapports. Dans certains cas, l'étude des rapports peut suggérer la création de programmes ayant le même objectif qu'Afrique 2009.

De même, les résultats du système de rapports périodiques devraient être systématiquement intégrés tant dans les évaluations réalisées pour fournir une base analytique aux différentes stratégies régionales de formation que dans les conclusions issues de la mise en œuvre de la stratégie globale de renforcement de l'équilibre et de la représentativité de la liste du Patrimoine mondial.

4. L'éducation et la formation doivent bénéficier d'une place permanente et visible à l'ordre du jour du Comité, indépendamment de l'assistance technique.

Selon l'ICCROM, la prise en considération effective des demandes, stratégies et programmes de formation revêt une importance suffisante pour le Comité et, à long terme, pour le bien des Sites du patrimoine mondial eux-mêmes; ainsi, une place permanente à l'ordre du jour du Comité devrait être trouvée pour ces discussions. Sinon, les débats sur la formation sont fragmentés et les possibilités rentables de synergies et de collaborations entre initiatives sont perdues.

5. Il faut accorder une plus grande attention à l'inventaire puis à l'évaluation des allocations du Comité à la formation, pour que cela serve de base à une définition de modèles de besoins et réponses pouvant informer une future prise de décision.

Un engagement à réaliser régulièrement des évaluations et à en partager les résultats doit faire partie de la gestion des dépenses de formation par le Comité.

De cette façon, le Comité et ses partenaires sont en mesure de profiter au maximum des initiatives stratégiques ayant déjà des retombées positives sur la capacité de formation du Patrimoine mondial, et ils peuvent s'inspirer de ces expériences pour les initiatives ultérieures. En d'autres termes, le Comité et ses partenaires devraient tirer les leçons des "gagnants" du système. Afrique 2009, même s'il en est à sa phase initiale, offre déjà de nombreuses idées quant aux conditions requises pour la réussite de partenariats stratégiques, d'appels de fonds et de formation rentable. Les programmes stratégiques de l'ICCROM au niveau régional tels que ITUC, NAMEC, PAT96 et 99, PREMA, PREMO, le programme de formation au Maghreb, etc., même s'ils ne sont pas conçus pour le Patrimoine mondial, ont servi un grand nombre de clients du Patrimoine mondial pendant longtemps. Des leçons quant aux partenariats, à la collecte de fonds, à l'effet multiplicateur des investissements et aux conditions de transfert à long terme des responsabilités de formation ont été tirées de toutes les activités et offrent de précieuses idées au Comité dans ses efforts visant le renforcement de la formation pour le Patrimoine mondial.

6. Les mécanismes et les structures de collaboration entre le Centre du patrimoine mondial et les Organes consultatifs concernés par la formation devraient être renforcés.

On devrait plus souvent tirer parti des possibilités de contact qui existent pour renforcer la collaboration. De même, étant donné la charge de travail excessive que

les partenaires du système supportent actuellement, il serait souhaitable de mettre l'accent sur les procédures et les mécanismes susceptibles de régulariser les échanges et d'en accroître la prévisibilité. Ainsi, le partage, au niveau des procédures, des évaluations des demandes de formation entre l'organe consultatif et le personnel du Centre au stage préliminaire garantit un plus grand soin apporté aux conclusions et constitue une opportunité de clarifier des questions avec les Etats Parties avant que les recommandations ne soient présentées au Comité pour examen. L'ICCROM a commencé à utiliser cette approche en novembre 1998.

De tels mécanismes opérationnels devraient faire l'objet d'un document de procédure technique, afin d'accroître la logique et la prévisibilité parmi ceux collaborant au traitement des demandes d'assistance technique.

2. STRATEGIES/PROGRAMMES DE FORMATION AU NIVEAU INTERNATIONAL

Introduction :

L'échange d'informations et de pratiques au niveau international joue un rôle important aux fins de l'élaboration et de l'expérimentation d'approches et d'idées nouvelles.

- Il est nécessaire de promouvoir l'adoption de matériels et publications didactiques basés sur des principes et des approches cohérents, susceptibles d'être adaptés successivement aux besoins régionaux et locaux.
- Il est nécessaire de réduire l'isolement qui sépare des patrimoines, voire des cultures, caractérisant des régions différentes, mais qui ont exercé une influence réciproque l'une sur l'autre au cours des siècles. Ces efforts renforceront la solidarité entre les régions et aideront chacune d'entre elles à acquérir une meilleure compréhension des autres.
- Les régions auront des enseignements à tirer l'une de l'autre grâce à l'échange d'informations sur les problèmes, les solutions possibles, les meilleures pratiques et l'évolution constante des concepts de formation.

En considérant la formation sur le plan international, nous pouvons subdiviser les activités possibles en deux volets.

- Le premier volet vise d'une manière générale à améliorer la gestion et la conservation des sites. Au cours des dernières années, le Comité a mis beaucoup plus fortement l'accent sur l'état de conservation des sites après leur inscription sur la Liste du patrimoine mondial, et à reconnu l'importance prioritaire de la formation pour les directeurs responsables et les professionnels. Il est important de reconnaître, toutefois, que les "meilleures" pratiques de conservation ne se limitent pas exclusivement aux Sites du patrimoine mondial, et que la gestion et la conservation de sites significatifs sur le plan national ou régional ne diffèrent pas de manière substantielle d'activités similaires sur un site du patrimoine mondial.
- Le deuxième volet concerne la formation spécifique pour améliorer la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial. Ici, les actions visent de manière spécifique les démarches liées au patrimoine mondial, telles que mise au point de listes provisoires, préparation de dossiers de nominations, et préparation de rapports sur l'état de conservation, sur le suivi périodique, sur la surveillance anticipative.

Besoins et mesures :

Formation en gestion et conservation des sites

Au cours des dernières décennies, de nombreuses institutions internationales se sont penchées sur la formation à la gestion et conservation des sites, et notamment l'ICCROM qui, à travers ses programmes de formation internationale des derniers 40 ans a formé plusieurs milliers de professionnels. D'autres institutions et universités ont elles aussi développé des programmes internationaux, dont York au Royaume Uni, Cottbus en Allemagne, le Centre Raymond Lemaire à Louvain en Belgique,

l'Université de Montréal au Canada et l'Université Fédérale de Pernambuco au Brésil, pour n'en citer que quelques unes. Plusieurs de ces programmes ont déjà développé des modules du patrimoine mondial, aptes à être utilisés pour la réalisation d'activités de formation dans l'intérêt du patrimoine mondial.

Mais certaines régions ne disposent pas d'institutions capables de former des professionnels de la gestion, de la conservation et, de manière plus spécifique, du patrimoine mondial. Dans ces cas, il y a lieu d'encourager la mise en place de tels programmes, de préférence dans le cadre d'institutions préexistantes.

Afin de faciliter ce travail, des réseaux solides d'universités et d'autres institutions de formation sont nécessaires, pour coordonner les activités là où il le faut et partager l'information sur les thèmes pertinents. Certains réseaux existent déjà, tels le Forum UNESCO, le Consortium Terra, et le Comité International de Formation de l'ICOMOS (CIF), mais il y a lieu d'améliorer encore la coordination entre les réseaux et de mettre en œuvre les moyens capables d'assurer, à travers un réseau plus vaste, la liaison entre tous les acteurs impliqués dans la conservation et la gestion des sites (praticiens, savants, décideurs, etc.).

Il s'agit également de veiller à la publication de matériels adéquats, tout particulièrement de guides pour la gestion des sites, afin de venir en aide aux professionnels dans leur travail en leur fournissant des informations sur les meilleures pratiques de gestion. Une telle initiative existe déjà, réalisée dans le cadre du patrimoine mondial à travers la publication d'une série de guides de gestion, initiée en 1983 e comprenant notamment :

- Feilden et Jokilehto : Guide de gestion des Sites du patrimoine culturel mondial (ICCROM-UNESCO-ICOMOS- 1996).
- Stovel : Risk Preparedness : A Management Manual for World Cultural Heritage (ICCROM-UNESCO-ICOMOS-WHC - 1998).
- Stovel : Safeguarding Historic Urban Ensembles in a Time of Change; A Management Guide (Gouvernement du Canada, Ville de Québec, UNESCO - 1991; une deuxième édition est en préparation pour 2001).
- Collins : Tourism Management Guidelines for World Heritage Sites (ICOMOS, PATA, American Express - 1993, successivement révisé deux fois).

D'autres volumes actuellement en préparation comprennent :

- Lennon : Management Guidelines for World Heritage Cultural Landscapes (UNESCO-ICOMOS-ICCROM, publication prévue en 2001).

Le travail en cours concerne aussi la mise au point de volumes concernant la gestion de la documentation et de l'information, la gestion des sites archéologiques et les pratiques de gestion participative. En outre, les publications existantes sont en voie de traduction rapide dans d'autres langues; Feilden-Jokilehto a été traduit en Farsi, en Lituanien et en Russe au cours de ces quelques dernières années, sans aide financière de la part du Comité du patrimoine mondial.

Donnant suite aux recommandations de la réunion de Canterbury sur la révision des Orientations (avril 2000), il serait bon d'élaborer des guides abrégés, bien illustrés et

faciles à consulter pour aider les directeurs de sites dans leur travail quotidien de gestion du patrimoine mondial et d'autres propriétés culturelles.

Formation visant à améliorer la mise en œuvre de la Convention

Dans ce domaine, l'analyse a identifié plusieurs formes de besoins de formation, à savoir :

- introduction générale à la Convention du patrimoine mondial et à sa mise en œuvre;
- préparation de listes provisoires;
- préparation de dossiers de nominations;
- préparation de plans de gestion parallèles au processus de nomination;
- préparation de cycles de rapport périodiques tant sur le site qu'au niveau national.

A cette date, les activités de formation de ce genre ont été menées dans la plupart des cas de manière ponctuelle. Parfois elles se sont déroulées dans le contexte de la Stratégie globale, parfois sur demande des Etats Parties, et parfois dans le cadre d'exercices de formation de plus grande portée. Il importe maintenant de faire en sorte que ces activités soient menées de manière plus systématique et stratégique.

Il y a lieu de noter que, bien que le besoin de ce genre de formation soit plus fort dans les pays "en développement", les pays plus avancés ont eux aussi besoin de formation dans les domaines précités. Les niveaux des connaissances en matière de fonctionnement de la Convention et de préparation des nominations sont très inégaux dans tous les pays, et requièrent une évaluation au cas par cas.

Il serait avantageux, dans bien des cas, que la mise en œuvre de ces activités de formation ait lieu au niveau régional, national ou local, sous la coordination d'un certain nombre d'institutions comprenant le Centre, les organes consultatifs, les autorités nationales, et sous la responsabilité de l'une ou l'autre des universités et institutions mentionnées plus haut.

Il existe déjà quelques exemples de matériels didactiques pour ce genre de formation (par exemple, les diapositives de l'UNESCO qui présentent en termes généraux la Convention du patrimoine mondial). Mais il est impératif de mettre au point des matériels didactiques faciles à gérer et utilisables par quiconque s'occupe de la mise en œuvre d'une activité déterminée. Compte tenu de l'importance attribuée actuellement par le Comité aux rapports périodiques, ce thème est l'une des priorités à envisager dans la préparation des matériels didactiques. Du moment que la nature représentative de la Liste est toujours au premier rang des préoccupations, les matériels didactiques sur le processus de nomination sont eux aussi une priorité.

Actions prioritaires :

En considération des besoins et mesures décrits plus haut, il est proposé d'envisager les activités suivantes comme des priorités à satisfaire à court terme (1 - 3 ans).

Formation en gestion et conservation des sites

- Mise en place d'un réseau entre les institutions de formation internationales/régionales/nationales existantes s'occupant du patrimoine mondial. En tant qu'organe consultatif en matière de formation pour le patrimoine culturel, l'ICCROM devrait jouer un rôle central de coordination dans cet effort, en collaboration étroite avec le Centre, l'ICOMOS CIF, les Etats Parties et d'autres institutions intéressées.
- Poursuite et développement de la série des Guides de gestion publiés par l'ICCROM, l'UNESCO et l'ICOMOS et son extension à des secteurs non encore couverts. A court terme, il y a lieu de prévoir une réunion éditoriale entre les organisations partenaires afin d'élaborer un plan de publication futur, et un plan de traduction des volumes existants.
- Elaboration de "consignes techniques" et de conseils simplifiés, en rapport avec la série de guides susdite, à l'intention des directeurs de sites. Cette proposition, avancée lors de la réunion de Canterbury, implique la préparation d'un éventail de manuels courts, bien illustrés et faciles à utiliser concernant la gestion des biens du patrimoine mondial.
- Etude de la mise au point d'un programme de renforcement des capacités, axé sur l'échange permanent d'équipes de professionnels, de gestionnaires de sites et de décideurs nationaux venant de pays "bien représentés" et "insuffisamment représentés", qui s'occuperaient, conformément aux résultats des rapports régionaux périodiques, de dresser des listes provisoires, de proposer des nominations, d'établir des rapports sur l'état de conservation et d'analyser les meilleures pratiques de gestion. A court terme (2001), il faudrait préparer une proposition détaillée définissant les modalités d'exécution, le destinataires à cibler exactement, les indicateurs du succès, la procédure d'évaluation, et une prévision réaliste de budget pour les trois premières années, le tout devant être soumis au Comité pour examen.

Formation pour améliorer la mise en œuvre de la Convention

- Elaboration d'une série de modules et de matériels d'appui visant à améliorer la mise en œuvre de la Convention. Il est prévu de consacrer les deux premiers modules à la préparation des dossiers nominations et aux rapports périodiques. L'ICCROM a présenté au Comité une proposition de financement pour 2001 pour préparer ces deux premiers modules et les tester au cours d'un petit séminaire.

3. STRATEGIES/PROGRAMMES DE FORMATION AU NIVEAU REGIONAL

Les perspectives régionales suivantes définissent les priorités des actions ciblées dans le contexte des défis et thèmes régionaux prédominants. Alors que certaines régions ont été étudiées de manière plus approfondie au cours de ces quelques dernières années, et qu'elles ont bénéficié d'une aide financière du Comité (par ex. l'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud-est, les villes historiques d'Amérique Latine), ou dans le cadre de l'ICCROM (par ex. les villes historiques de l'Europe du Nord-est), les synthèses qui suivent sont à considérer comme un aperçu préliminaire destiné à former la base de l'introduction et de l'interprétation des résultats des rapports périodiques en matière de formation. A l'exception du petit nombre de régions précitées, où des analyses détaillées ont été effectuées, les aperçus ont été préparés sur la base des résultats des rapports et documents récents sur la formation commandés par les Etats Parties, les organismes de formation et de conservation, le Centre du patrimoine mondial, l'ICOMOS et l'ICCROM. Un certain nombre de considérations se sont avérées importantes pour le développement des perspectives régionales, à savoir :

- **Nécessité de faire en sorte que des initiatives parallèles, se déroulant dans le cadre du système du patrimoine mondial soient intégrées dans le contexte des stratégies de formation régionales mises en œuvre par le Comité.** Les rencontres régionales en matière de stratégie globale débouchent souvent sur des conclusions pertinentes aux fins de la définition des besoins en formation, comme cela a été le cas lors de la réunion sur l'Asie Centrale organisée en mai 2000 au Turkménistan. Plus intéressant encore, à partir de décembre 2000, les différents rapports périodiques régionaux, à commencer par celui des Etats Arabes, devront être transmis au Comité. Il est certain qu'un grand nombre des conclusions contenues dans ces rapports régionaux auront des répercussions sur les efforts visant à renforcer la formation pour le patrimoine mondial.
- **Nécessité de passer rapidement de la "stratégie" au "programme", pour garantir l'utilisation intégrale de l'analyse et profiter de l'élan acquis.** Alors qu'une planification orthodoxe distingue habituellement, d'une part, la stratégie et de l'autre les programmes ou activités destinés à la mettre en œuvre, dans la pratique, cette distinction peut conduire à s'occuper tardivement des priorités identifiées dans la stratégie. Il est nécessaire que les responsables profitent davantage de l'élan acquis au moment de la définition de la stratégie, et mettent immédiatement sur pied les moyens programmatiques disponibles pour exécuter la stratégie, comme cela a été le cas pour AFRICA 2009.
- **Nécessité de reconnaître la Stratégie globale de formation comme un processus en cours.** L'expérience acquise au cours des six dernières années a démontré à l'ICCROM que la stratégie globale de formation doit être conçue comme un processus plus que comme un résultat ou une série de résultats. Les besoins et les circonstances sont en constante évolution et les mécanismes destinés à prendre en compte les changements et à ajuster les stratégies et les programmes correspondants seront plus utiles au Comité et aux Etats Parties que la production ponctuelle de stratégies régionales de formation.

ASIE ET PACIFIQUE

Analyse de la situation :

- **Forte diversité**

La région Asie-Pacifique couvre une vaste zone géographique, s'étendant d'est en ouest depuis le Japon jusqu'à l'Iran et à la Turquie, et du nord au sud depuis la Mongolie jusqu'à l'Australie et la Nouvelle-Zélande. La caractéristique la plus frappante de cette région est sa profonde diversité à tous points de vue : politique, social, économique, culturel, religieux et linguistique. Une diversité dont nous pouvons tous tirer profit. Cela se reflète dans les attitudes différentes d'un pays à l'autre en matière de protection du patrimoine culturel; des différences significatives peuvent être observées même dans le cadre des mêmes sous-régions ou entre pays voisins. La stratégie capable de faire face de manière efficace à cette situation doit être à la fois profonde et souple. La région Asie-Pacifique peut se subdiviser en gros en cinq sous-régions : l'Asie de l'Ouest et l'Asie centrale, l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-Est, l'Asie du Nord-Est et le Pacifique.

- **Les îles du pacifique, l'Asie centrale et la Mongolie - régions et pays émergents sur la scène du Patrimoine mondial**

La grande richesse et variété de cette région sur le plan culturel, géographique et climatique a produit une remarquable diversité au niveau du patrimoine culturel. Celui-ci comprend un grand nombre de ressources précieuses et irremplaçables qui n'ont pas encore été reconnues et qui restent virtuellement ignorées. Il faut non seulement encourager les pays qui ne sont pas encore membres de la Convention à adhérer à celle-ci, mais aussi s'efforcer d'identifier ces nouvelles formes de patrimoine culturel, voire fournir une assistance internationale préparatoire aux pays qui sont sous-représentés sur la Liste du patrimoine mondial, et contribuer à l'élaboration de listes provisoires basées sur les études effectuées conformément à la stratégie globale du Comité du patrimoine mondial.

En particulier, les liens remarquables entre la nature et la culture -- que l'on peut observer dans les paysages culturels marins et terrestres liés à la pêche et à l'agriculture des îles du Pacifique ou dans les paysages culturels habités par les nomades d'Asie centrale et de Mongolie -- méritent d'être mis en exergue, et leur potentiel ne devrait pas être sous-estimé. Les systèmes de protection du patrimoine culturel dans ces pays sont encore à un stade précaire, et il importe d'introduire des systèmes de protection soigneusement intégrés, associés à une protection du patrimoine intangible et des biens mobiliers, dans le contexte du développement durable sur le plan local.

- **Accroissement rapide de la vitesse des transformations économiques et sociales**

Dans un grand nombre de pays de cette région, la vitesse et la portée du développement - en dépit des avatars économiques récents - sont encore élevées, et les troubles économiques et sociaux augmentent en conséquence. Pour faire

face à cette situation, un grand nombre de projets de coopération individuels ou bilatéraux sont en cours dans la région. On sait fort bien que certains de ces projets ont causé des problèmes considérables sur certains Sites du patrimoine mondial, comme plusieurs rapports de surveillance présentés lors des sessions du Comité du patrimoine mondial l'ont souligné au cours des dernières années.

L'introduction de mécanismes de gestion mieux intégrés et de plus vaste portée, prévoyant notamment des démarches obligatoires de négociation entre les différents départements responsables du développement et de la conservation, est une nécessité urgente, à des niveaux politiques et administratifs plus élevés et à un stade plus précoce. Cela inclut aussi l'introduction de mesures politiques visant à intégrer un système de protection du patrimoine (par ex. la protection et la promotion des capacités et des productions traditionnelles et locales) dans les systèmes sociaux et économiques locaux, de manière à contribuer à leur relance économique et au développement durable. Des programmes de sensibilisation du grand public, ciblés notamment sur les décideurs et autres responsables, y compris politiques, sont eux aussi nécessaires pour la mise en œuvre de systèmes de gestion intégrés. Les décideurs et responsables en question doivent inclure aussi ceux des pays et organismes donateurs, qui constituent, dans bien des cas, les groupes les plus influents. Les questions liées au tourisme figurent également parmi les thèmes à aborder dans ce chapitre.

- **Capacités différentes au niveau national et local pour la protection du patrimoine culturel**

Dans cette région, coexistent, à très peu de distance les uns des autres sur le plan géographique, des pays qui ont atteint des niveaux différents de protection du patrimoine culturel. C'est un autre aspect de la grande diversité mentionnée plus haut à propos de cette région. D'une part, nous avons des pays avec un bagage suffisant de mesures de protection du patrimoine culturel, avec des activités allant des programmes universitaires aux initiatives publiques de protection du patrimoine culturel, alors que, d'autre part, d'autres pays, par exemple en Asie centrale ou du Sud-est, en sont encore au stade du renforcement de leurs systèmes juridiques et institutionnels de protection du patrimoine, après des difficultés politiques et économiques graves. Dans ces pays, il est urgent non seulement de mettre sur pied et de renforcer les systèmes juridiques et les institutions de conservation, mais encore de récupérer et de protéger les capacités traditionnelles et d'assurer la formation des artisans.

- **Conditions climatiques difficiles et risque élevé, démontré, de désastres naturels de grande envergure**

Au cours des dernières années, des tremblements de terre importants, provoquant un grand nombre de victimes, ont frappé différentes parties de cette région, et le Comité du patrimoine mondial a été informé des dommages causés à certains Sites du patrimoine mondial. Les grandes inondations sont également un problème constant, surtout dans les pays d'Asie du Sud et du Sud-est. Les programmes de planification préalable des risques sont une nécessité absolue pour chaque site, et doivent être intégrés dans les programmes nationaux et régionaux de préparation aux risques.

Etant donnée l'ampleur de la région, nombreuses sont les zones qui connaissent des climats naturels extrêmes (par ex. températures et humidité élevées dans les régions tropicales et subtropicales, ou conditions d'aridité dans les régions désertiques). La recherche et l'étude constante de techniques de conservation appropriées sont aussi un aspect important des approches intégrées nécessaires pour assurer une conservation efficace partout dans le monde.

- **Eviter les doubles emplois et utiliser les structures existantes pour la formation :**

L'importance d'éviter les doubles emplois et d'utiliser les structures existantes pour la formation est ressentie ici comme dans les autres régions. La nécessité de développer et d'améliorer constamment les stratégies de formation régionales et sub-régionales pour tenir compte des résultats obtenus à travers les exercices de surveillance périodique, mérite d'être évoquée une nouvelle fois.

Actions prioritaires :

1. **Préparation d'ateliers sub-régionaux de formation des formateurs, afin de renforcer les compétences au niveau national**
2. **Mise en réseau des structures et bases de données existantes, développement de "kits" de formation et instauration de systèmes de crédits/certificats**

Comme indiqué dans la section concernant les défis et les thèmes, la grande diversité entre pays voisins dans cette région -- que l'on peut constater dans de nombreux domaines, depuis la diversité de l'héritage culturel lui-même jusqu'aux niveaux inégaux de protection de celui-ci -- est l'une des caractéristiques distinctives qui contribuent à la richesse culturelle de la région. Mais cette caractéristique représente un obstacle à la réalisation de programmes sub-régionaux (couvrant plusieurs pays). La diversification politique, sociale et, notamment, linguistique de la région est un autre élément de difficulté. Dans certaines sous-régions, des langues de travail internationales comme l'anglais et le français ne sont pas d'usage courant, et les cours de formation régionaux et sub-régionaux destinés aux professionnels locaux, aux artisans des métiers traditionnels et autres sujets intéressés au niveau local sont de ce fait souvent inadéquats.

Note sur la région du Pacifique insulaire : cette situation est beaucoup plus évidente dans les pays du continent asiatique que dans les îles du Pacifique. Parmi les sous-régions d'Asie et du Pacifique, le Pacifique insulaire a une bonne prédisposition à la coopération sub-régionale en profondeur, grâce à son environnement naturel et culturel uniforme et à son histoire commerciale. Pour la région du Pacifique, c'est sur la formation dans le domaine du paysage culturel, liée aux programmes de formation pour le patrimoine naturel, qu'il faut insister, tout comme la formation dans le domaine des musées est étroitement liée aux besoins de conservation du patrimoine culturel.

Au stade actuel, compte tenu du fait que la formation dans le domaine du patrimoine culturel, en termes de ressources humaines, vise avant tout à renforcer

les capacités sur le plan national, voire régional ou sub-régional, il est essentiel de miser sur les décideurs ou formateurs nationaux relevant d'initiatives de formation régionales qui mettent l'accent sur l'établissement de systèmes et d'institutions de conservation formels, y compris de nature juridique, et sur une meilleure compréhension de l'importance des mécanismes de protection holistiques et intégrés, susceptibles de créer un pont entre la conservation d'une part et le développement et le tourisme de l'autre. La mise en réseau des structures de formation et des bases de données existantes, ainsi que l'élaboration de "kits" de formation préconstitués, devrait être un élément fondamental de ce genre d'atelier de formation des formateurs. Un système de crédits/certificats favorisant des programmes de "masters" ou de doctorats, en coopération étroite avec les universités ou les établissements académiques, mérite d'être pris en considération, afin d'encourager la participation des gouvernements, en constituant un mécanisme qui assure la reconnaissance du statut des participants et leur promotion future.

Il est recommandé à l'UNESCO, à son Centre du patrimoine mondial avec ses bureaux régionaux, à l'ICCROM, à l'ICOMOS et aux autres partenaires, de se rencontrer le plus rapidement possible pour examiner des plans d'action concrets en vue de ces ateliers de formation des formateurs et de la mise en réseau des structures de formation et des bases de données existantes. Les initiatives actuelles dans la région, menées dans le cadre des activités du patrimoine mondial, comprennent les nouvelles initiatives de formation organisées par l'ACCU (Centre culturel Asie/Pacifique de l'UNESCO), par le Bureau de coopération à la protection de l'héritage culturel de Nara, et par le Foyer des gestionnaires du patrimoine mondial d'Asie du Sud-est et du Pacifique ("Asia-Pacific Focal Point for World Heritage Managers in South East Asia and the Pacific") institué auprès du gouvernement australien : autant d'initiatives qu'il faut prendre en considération dans la planification.

3. Formation sur place pour toutes les activités à grande échelle de conservation des Sites du patrimoine mondial

Parallèlement à l'atelier de formation des formateurs axé sur le réseau existant de structures de formation et de bases de données, comme mentionné plus haut, il serait souhaitable de réussir à promouvoir des cours de formation au niveau local répondant à des besoins locaux spécifiques. Comme indiqué dans la section précédente, cette région fait l'objet d'un nombre suffisant de projets de coopération individuels et bilatéraux, dans des buts de conservation ou de développement, tant sur les Sites du patrimoine mondial qu'en dehors de ceux-ci. On estime que la formation sur les lieux mêmes de ces grandes initiatives de conservation du patrimoine mondial est très efficace à plusieurs points de vue, y compris la rentabilité économique. La formation sur place peut couvrir un vaste éventail d'activités de formation, depuis la formation technique directe pour les gestionnaires des sites, les artisans et les entreprises de construction/production des matériaux, jusqu'aux activités de sensibilisation du public.

Il est recommandé aux autorités des Etats Parties, tant des pays donateurs que bénéficiaires, de faire en sorte que la formation sur les sites soit fournie en correspondance de tous les grands projets du patrimoine mondial, qu'il s'agisse de

projets de conservation ou de projets de développement, selon les modalités appropriées au site et dans plusieurs perspectives d'application. L'UNESCO, en qualité de secrétariat, et l'ICCROM et l'ICOMOS, en qualité d'organes consultatifs du Comité du patrimoine mondial, sont à la disposition des Etats Parties pour les aider à mener à bien ces activités de formation.

4. Poursuite des programmes de sensibilisation publique actuellement en cours

5. Renforcement de la participation du public et soutien aux réseaux d'ONG

Quant aux programmes publics/professionnels de sensibilisation, de nombreuses activités ont déjà été réalisées par l'UNESCO et d'autres organisations intergouvernementales/internationales, y compris SPAFA et la Banque Mondiale, au cours des dernières décennies, et les résultats obtenus sont satisfaisants. A noter, parmi d'autres, le "Programme pour la préservation et le développement des villes patrimoine du monde en Asie", réalisé par le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, et les projets du LEAP ("Développement intégré des collectivités et préservation des sites du patrimoine culturel en Asie et dans le Pacifique à travers l'effort local") réalisés par le bureau régional de l'UNESCO à Bangkok. Il y a lieu d'encourager la poursuite de ces initiatives.

Dans certaines sous-régions, il existe des réseaux actifs entre résidents et/ou à participation publique, dont le réseau AWPNUC (Réseau de conservation urbaine d'Asie et du Pacifique occidental). Ces activités sont essentielles aux fins d'une approche de conservation intégrée, surtout dans le domaine de la conservation urbaine. Il est recommandé qu'aux différents niveaux de la formation des jalons soient posés et des liens soient créés pour et avec ces activités.

EUROPE ET AMERIQUE DU NORD

Cette région est considérée en deux parties : l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord d'une part, l'Europe centrale et de l'Est de l'autre, en raison des fortes différences qui ont marqué l'histoire récente et l'organisation politique de ces pays.

a) L'Europe occidentale et l'Amérique du Nord (sous-région)

Analyse de la situation :

Tandis que les pays développés de l'Amérique du Nord et de l'Europe occidentale ont réussi en général au cours des trente dernières années à inscrire des cadres législatifs, financiers et administratifs forts en matière de conservation dans leurs politiques nationales et locales, les bénéfices acquis au cours de cette période aux fins de la conservation apparaissent maintenant menacés par diverses tendances.

De plus en plus, un grand nombre de gouvernements, dans le but de réduire des déficits de longue date, ont amenuisé les financements et programmes destinés à la conservation au niveau national. Les organismes nationaux ont été encouragés à devenir autosuffisants (leurs fonds pour la conservation devant provenir des visites payantes des sites). De même, à défaut d'un soutien fort à la conservation parmi les priorités nationales, les responsabilités de gestion ont souvent été déléguées à des niveaux de gouvernement inférieurs, l'exécution au niveau local étant conditionnée par l'intérêt local plus ou moins fort vers les initiatives de conservation.

D'autres tendances significatives qui ont un effet négatif sur la capacité de conservation peuvent également être discernées. Au niveau local, la tendance à amalgamer les quartiers traditionnels et les administrations correspondantes dans le cadre des administrations métropolitaines élargies, ostensiblement pour améliorer l'efficacité des services communaux mis en commun, a en général affaibli le soutien accordé aux objectifs de conservation, en réduisant les motifs traditionnels d'identité locale. De même, alors qu'une immigration importante modifie sans cesse la composition de la population, surtout dans les contextes urbains, la nécessité croissante de mécanismes de conservation capables de répondre à la diversité croissante des valeurs ressenties au plan local en matière de patrimoine, devient évidente. Enfin, l'intérêt émergent pour les mécanismes du libre échange en Amérique du Nord (NAFTA) et en Europe (à l'heure où l'activité de la "zone Euro" mène à l'intégration des pratiques commerciales et économiques d'une extrémité à l'autre du continent européen), favorise la conception de la "culture" et du "patrimoine" comme des biens de consommation; dans cette perspective, la pression pour la réduction des contrôles et des limites en matière d'utilisation et de transformation des biens immobiliers devient manifeste.

Parallèlement, il faut reconnaître que l'activité positive des 30 dernières années n'a pas entièrement comblé toutes les lacunes du système prévu pour la conservation : par exemple, les efforts d'établir des centres de formation pour la relance des arts et métiers traditionnels, encore que présents dans tous les pays, n'ont pas réussi à procurer un emploi stable à ceux qui utilisent des méthodes de construction traditionnelles et à réintégrer l'aide à ces capacités dans les structures économiques des différents pays.

Actions prioritaires :

Dans le contexte décrit plus haut, les efforts pour renforcer l'impact de la formation à la conservation, et les mesures prises en la matière, doivent partir d'un certain nombre de considérations clés.

1. Développer des arguments en faveur de la conservation au niveau local (promouvoir la sensibilisation des décideurs et des hommes politiques)

- Dès lors que la responsabilité en matière de conservation se déplace vers le niveau local, il est important de renforcer les arguments concernant sa place dans le développement des collectivités.
- Il est important de développer et de transmettre des arguments démontrant, aux yeux des leaders politiques et des décideurs, les avantages économiques que la conservation du patrimoine culturel peut produire au niveau local.
- Il est important de démontrer le rôle de la conservation du patrimoine dans les engagements pris dans le cadre d'Agenda 21 visant le renforcement des pratiques de développement durable dans les gestions locales.
- Il est important de multiplier les efforts visant à renforcer l'implication des populations locales et autochtones dans la gestion du patrimoine et la prise de décisions, à travers des programmes de sensibilisation appropriés.

2. Capitaliser et étendre l'efficacité des infrastructures existantes dans tous les secteurs de la formation et de l'éducation

- Il est important de renforcer la capacité des institutions existantes de travailler ensemble à la définition et à la promotion de normes d'accréditation pour les personnes impliquées dans la conservation du patrimoine.
- Il est important de faire davantage appel aux institutions de formation existantes pour garantir l'éducation et la formation permanente des professionnels en milieu de carrière.
- Une meilleure formation des artisans et commerçants exige la construction de rapports de longue haleine entre les centres de formation artisanale, les programmes du gouvernement en matière d'emploi et les employeurs du secteur privé.
- Il est important de renforcer l'impact des programmes de formation post-universitaire des spécialistes sur la formation universitaire impartie dans les institutions correspondantes.

3. Renforcer les liens entre l'activité de conservation dans les sites historiques et son application à des fins d'éducation et de formation.

Dans un grand nombre de sites historiques de la région, notamment ceux qui figurent sur la Liste du patrimoine mondial, les approches de gestion sont reconnues comme étant innovantes et aptes à promouvoir les "meilleures pratiques". Il faut tout mettre en œuvre pour publiciser les enseignements de ces approches au profit des autres personnes se trouvant confrontées à des défis du même genre.

- Il est important de publier les données sur les études de cas concernant la nature et l'efficacité des approches de gestion développées pour des sites importants, par ex. les approches de "gestion des ressources culturelles" pour les sites historiques d'Amérique du Nord ayant une signification nationale.
- Il est important d'intégrer les programmes de formation (pour le personnel du site, pour les stagiaires et pour les "visiteurs" dans le cadre de programmes d'échange) dans le contexte de l'exécution quotidienne des plans et stratégies de gestion de sites spécifiques.
- Il est important d'encourager les Etats Parties à promouvoir des approches innovatrices pour les sites de leur ressort, par ex. des approches holistiques inscrites dans les pratiques de gestion des paysages culturels de France et d'Italie.

4. Il est important de mettre en commun les expériences faites en Amérique du Nord et en Europe occidentale d'une manière qui puisse renforcer l'efficacité des pratiques de conservation dans d'autres régions.

Il faut reconnaître que la prospérité généralisée dont jouissent les pays d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale depuis les années 50 a fait qu'un grand nombre des instruments de coopération internationale globale ont été créés dans le contexte du développement occidental. Tandis que les conditions économiques positives ont assuré des rythmes de croissance relativement stables, elles ont aussi encouragé l'exportation de pratiques et modèles occidentaux qui ne sont pas toujours en harmonie avec des contextes économiques différents.

- Il est important à la fois d'encourager les pays d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale à partager leurs expériences (succès et échecs) et leurs ressources avec les pays en développement, et de faire en sorte que lors de la mise en place de programmes bilatéraux et multilatéraux de coopération, l'aide et les conseils fournis soient toujours inspirés par le respect total et la volonté de renforcer les valeurs et les approches locales à la conservation.

b) Europe de l'Est et Europe centrale (sous-région)

Analyse de la situation :

Les approches sophistiquées à la planification de la conservation élaborées au sein des systèmes à planification centralisée des gouvernements de l'Europe centrale et de l'Est ne se sont pas révélés aptes à relever les défis posés par la transition récente vers des formes hybrides d'économie de marché. Alors qu'une grande partie des capacités techniques développées pendant l'ère soviétique - recherche, documentation, inventaires, artisanat traditionnel par exemple - restent une ressource précieuse pour le travail de conservation, les capacités de gestion nécessaires pour assurer la priorité des questions touchant au patrimoine culturel dans des environnements orientés vers le profit sont encore sous-développées.

Face à des changements politiques rapides, il est important d'adopter des mesures capables de promouvoir les conditions nécessaires à une plus grande prise en compte de la conservation du patrimoine. Les priorités, aux fins d'augmenter la sensibilisation et de renforcer les capacités, sont notamment :

- Les efforts à faire afin de coordonner et d’harmoniser la masse émergente de lois et de règlements qui traitent la conservation du patrimoine de manière contradictoire;
- La nécessité de définir des limites claires d’utilisation et de transformation concernant les implantations, les paysages, les constructions et les sites intéressants pour le patrimoine, face aux pressions constamment croissantes du développement;
- La nécessité de fournir aux investisseurs des “lignes directrices” visant à établir un équilibre entre la préoccupation concernant les valeurs affirmées du patrimoine et la rentabilité économique;
- La nécessité de réaliser la transparence totale de toutes les transactions immobilières et foncières quelles qu’elles soient;
- La nécessité d’élaborer des arguments illustrant les avantages économiques et sociaux de la conservation du patrimoine dans les économies émergentes de la région, afin de renforcer les financements publics et le soutien accordé aux programmes de conservation;
- La nécessité de promouvoir une plus vaste participation du public aux décisions en matière de patrimoine culturel, afin de renforcer le soutien politique local à la conservation;
- La nécessité de promouvoir des approches holistiques et intégrées à la gestion des biens immobiliers et fonciers, par ex. des approches à la gestion des terres cultivables sensibles aux “paysages culturels”.

Actions prioritaires :

La mise en place d’un cadre amélioré de formation à la conservation du patrimoine implique la prise en compte des priorités suivantes :

1. La reconstruction du cadre institutionnel de la formation

Beaucoup de programmes universitaires de l’ère soviétique ont disparu et ceux qui survivent n’ont pas entièrement ajusté leurs enseignements aux nouvelles circonstances. Il est important de faire appel aux moyens nationaux et internationaux (par ex. le programme de chaires de l’UNESCO) pour reconstituer des centres permanents de connaissances avancées en matière de conservation dans la région, de promouvoir entre eux des liaisons permanentes en réseau, et d’intégrer la formation pour le patrimoine mondial dans le contexte de ces programmes.

2. La formation à la conservation doit promouvoir des approches intégrées

La formation de l’ère soviétique produisait des compétences adaptées à des systèmes où des gouvernements centraux, sensibles aux objectifs de la conservation, prenaient toutes les décisions pertinentes et fournissaient toutes les ressources nécessaires. Dans les économies de proto-marché émergentes de la région, une conservation efficace exige l’intégration des objectifs correspondants dans le cadre de vastes plans visant le développement de toutes les facettes du bien-être des collectivités.

3. Développement et expérimentation d'approches et de mécanismes innovateurs répondant aux besoins des économies de transition de la région

Des modèles tels l'Agence pour la réhabilitation de la vieille ville de Vilnius, créée pour susciter l'intérêt des autorités de l'Etat, de la municipalité et des résidents, sont des expériences intéressantes, dans la mesure où elles intègrent les préoccupations pour le patrimoine dans la normalité des processus décisionnels. Ces expériences méritent tout le soutien possible, ainsi que les efforts accomplis pour partager le plus largement possible les enseignements acquis.

4. Rétablir l'acceptation du patrimoine comme symbole positif d'identité dans des régions dévastées par les conflits culturels.

Les efforts de reconstruction dans certains des pays d'Europe de l'Est et centrale le plus gravement affectés par les conflits internes récents doivent viser plus loin que la simple reconstruction physique, et s'adresser tant aux attitudes des populations (reconstruisant le respect réciproque des diversités et la coexistence de valeurs culturelles différentes) qu'à la nécessité de créer de nouveaux cadres institutionnels (attentifs à la réconciliation entre approches et valeurs différentes au sein des populations).

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Analyse de la situation:

Le patrimoine culturel immobilier existant en Afrique subsaharienne est aussi spectaculaire qu'il est varié. Quiconque connaissant les mosquées de Tombouctou, les ruines de Great Zimbabwe, les villes swahili de Zanzibar, Bagamoyo, Mombasa et Lamu ou les constructions traditionnelles d'Asante au Ghana, peut rendre témoignage de leur créativité et de leur importance comme expression du patrimoine culturel mondial. Mais ce patrimoine considérable est confronté à des menaces venant de sources diverses, y compris la dégradation de l'environnement, la ruée vers le développement et la modernisation, et le manque de personnel adéquat pour en planifier et en gérer l'utilisation, la réparation, l'entretien.

En 1996, trois organisations, le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, CRATerre-EAG et l'ICCROM ont donné le coup d'envoi à une vaste stratégie visant la formation d'un large éventail de personnes impliquées dans l'utilisation et l'entretien de ce patrimoine. Le premier pas a consisté à constater les besoins, en dressant un bilan de l'état présent de la conservation dans la région. Les aspects examinés comprenaient une étude d'ensemble de chaque pays, les dangers qui menaçaient le patrimoine et les actions prioritaires, les ressources disponibles, tant matérielles qu'humaines, et la formation. En outre, des débats ont eu lieu avec de nombreux professionnels africains. Le fruit de ces démarches a été la *Stratégie de formation pour le patrimoine culturel immobilier de l'Afrique subsaharienne*, approuvée par le Comité du patrimoine mondial lors de sa 20ème session à Mérida, au Mexique en 1996. En 1998, le programme AFRICA 2009 (un programme conjoint du Centre du patrimoine mondial, de l'ICCROM et de CRATerre-EAG) a été lancé à Abidjan, Côte d'Ivoire, comme l'instrument capable de mettre en œuvre la stratégie adoptée.

Le programme AFRICA 2009 a été développé comme une approche intégrée à la conservation du patrimoine culturel immobilier. Le programme part de la conviction que les problèmes de nature technique posés à la conservation en Afrique doivent intégrer la conservation dans un cadre plus vaste d'ordre environnemental, social, culturel et de développement économique. Cela est tout particulièrement vrai lorsqu'on a affaire à des biens immobiliers de grandes dimensions, tels que villages, villes et paysages culturels, mais cela reste vrai aussi pour les monuments individuels et leur rapport avec les communautés et les environnements correspondants.

Sur la base de cette étude et des discussions qui ont accompagné la phase de mise au point du programme, les problèmes suivants ont été identifiés comme étant les plus critiques parmi ceux qui se posent à la conservation du patrimoine culturel immobilier en Afrique subsaharienne :

- les politiques de conservation, lorsqu'elles existent, ne sont pas bien intégrées dans un contexte de développement durable;
- la législation visant la protection du patrimoine culturel immobilier est souvent périmée et inefficace;

- les hommes politiques, les décideurs et les collectivités locales ne sont pas conscients du rôle que la conservation devrait jouer dans un contexte économique, social et environnemental en rapide évolution;
- les collectivités locales, et surtout les jeunes, ne sont pas impliquées dans le processus de conservation;
- les inventaires nationaux du patrimoine culturel immobilier sont incomplets ou inexistants;
- le patrimoine culturel immobilier est soumis à un processus de dégradation constant en raison d'un manque de planification et de gestion de la conservation;
- il n'y a pas assez de stratégies efficaces pour un tourisme durable, dans l'intérêt tant des collectivités locales que du patrimoine lui-même;
- il n'y a pas assez de professionnels (architectes, archéologues et planificateurs) et d'artisans compétents, capables d'exécuter les réparations et les interventions d'entretien en utilisant les méthodes et matériaux traditionnels;
- les professionnels de la région ont des difficultés à partager les informations, les connaissances spécialisées et les meilleures pratiques;
- il n'y a pas assez de ressources (qu'elles soient financières ou autres) pour le maintien d'un niveau de conservation acceptable.

Afin de faire face aux défis posés par tous ces problèmes, le but que se propose AFRICA 2009 est d'améliorer les conditions de la conservation du patrimoine culturel immobilier en Afrique subsaharienne en l'intégrant davantage dans un processus de développement durable (c'est-à-dire un processus qui tienne compte des nécessités sociales, culturelles, économiques et environnementales d'une zone donnée et de la communauté correspondante). Les objectifs du programme sont de :

- créer le cadre juridique, politique, administratif et social permettant la mise en œuvre de pratiques de conservation intégrées et efficaces;
- accroître la capacité d'un large éventail de personnes impliquées dans la conservation du patrimoine culturel immobilier;
- créer un réseau de communication permettant des échanges d'informations, de connaissances spécialisées et de meilleures pratiques entre les professionnels agissant en Afrique et entre ces derniers et le reste du monde;

Les audiences cibles d'AFRICA 2009 sont entre autres :

- les politiciens et les auteurs des politiques qui contrôlent les décisions en matière de conservation du patrimoine culturel immobilier;
- les professionnels et les artisans impliqués dans la planification, la gestion, la conservation et l'entretien du patrimoine culturel immobilier;
- les collectivités, y compris les femmes et les jeunes, implantées sur ou à proximité des sites du patrimoine culturel immobilier.

AFRICA 2009 est dirigé par un Comité de coordination formé de 4 professionnels d'Afrique subsaharienne et d'un membre chacun pour le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, CRATerre-EAG et l'ICCROM. Le rôle du Comité de coordination est de :

- orienter la politique générale du programme;

- assister le secrétariat lors des décisions sur des questions importantes pour le programme
- vérifier l'état d'avancement des activités du programme.

Le Comité sera renouvelé pour la première fois en 2000 avec l'élection de deux nouveaux membres francophones. Les élections des nouveaux membres de langue anglaise aura lieu en 2001, lors du séminaire d'évaluation prévu. Le président actuel du Comité est le Dr. George Abungu, Directeur Général des Musées Nationaux du Kenya.

La structure d'AFRICA 2009 est conçue de manière à tirer parti d'activités se déroulant à deux niveaux. Au niveau régional, le projet cadre est développé pour servir de cadre général au programme. Ce cadre offre une série d'actions régionales dans le domaine de l'élaboration des politiques, de la formation, et de la collecte et de l'échange d'informations. Il fournit aussi une orientation pour les projets situés qui seront développés pour améliorer les capacités locales à travers des plans et un travail de conservation sur toutes sortes de sites spécifiques. Les activités, à ces deux niveaux, se dérouleront en coopération avec les organisations et institutions locales pertinentes.

A ce jour, les activités du programmes ont inclus deux cours (tenus à Mombasa, Kenya, et Porto Novo, Bénin), deux séminaires de directeurs et un séminaire sur la documentation et les inventaires; des projets de recherche sur la maçonnerie en pierres sèches et les pratiques traditionnelles d'entretien ont été lancés, une page web a été réalisée et une assistance technique a été fournie aux institutions de la région sous forme de livres et d'ordinateurs.

Quant à la mise en œuvre plus spécifique de la Convention du patrimoine mondial, lors du séminaire des directeurs tenue à Mombasa en 1999, les directeurs ont reconnu en assemblée la nécessité de ratifier la Convention et de participer à son exécution, et ont expressément demandé la mise en place de projets situés en vue de la préparation de plans de gestion et de conservation relatifs aux sites identifiés sur les listes nationales provisoires. Les directeurs ont par ailleurs sollicité la coopération d'AFRICA 2009 à la préparation des demandes d'assistance internationales à l'intention du Fonds du patrimoine mondial.

En réponse à cette recommandation, le programme AFRICA 2009 s'est attelé à une série de projets pour améliorer la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, de concert avec les Etats Parties. En particulier, des plans de conservation et d'entretien ont été mis au point pour le site du patrimoine mondial des constructions traditionnelles d'Asante, au Ghana, un plan de gestion a été préparé pour le site du patrimoine mondial de Khami au Zimbabwe, un dossier de nomination complet a été soumis en 2000 pour le site des Tombes Kasubi en Ouganda, et un dossier de nomination est en cours en Gambie concernant le site de James Island. En outre, un séminaire régional a eu lieu en 2000 en Tanzanie en collaboration avec les autorités tanzaniennes et SARAP, pour créer dans la région la capacité d'élaborer un dossier de nomination. A ce séminaire ont participé des professionnels venant de 6 pays de la région. Le cas étudié a été celui du site de peintures rupestres de Kondoa Irangi que la Tanzanie souhaite faire inscrire dans la Liste du patrimoine mondial.

Actions prioritaires :

L'action prioritaire à ce stade serait de continuer à soutenir le programme AFRICA 2009 qui tente de satisfaire les besoins en formation de la région en travaillant avec les institutions et les acteurs régionaux, nationaux et locaux.

2001 sera une année cruciale pour le programme, puisqu'elle marquera la fin de la phase pilote. Outre les activités régulières du programme, un séminaire d'évaluation sera organisé pour constater l'avancement, identifier les nouveaux besoins et impartir de nouvelles orientations au programme, afin de lui faire franchir la prochaine étape de trois ans. A ce séminaire participeront environ 25 directeurs des institutions du patrimoine culturel d'Afrique.

Outre les nombreuses activités prévues pour 2001, il est important de ne pas perdre de vue les perspectives suivantes à propos d'AFRICA 2009 :

- conformément aux recommandations du séminaire des directeurs de Mombasa, l'interdépendance avec la stratégie globale du patrimoine mondial sera poursuivie et renforcée;
- bien que la collecte de fonds pour 2001 soit pratiquement achevée, des financements supplémentaires s'avèrent encore nécessaires pour assurer l'exécution de toutes les activités. L'ICCROM, de concert avec les autres partenaires du programme, est actuellement à l'œuvre pour assurer la réalisation intégrale des projets en 2001. On est également en train d'élaborer une stratégie pour garantir le financement des phases successives du programme;
- comme recommandé par le séminaire des directeurs à Mombasa, il y aura lieu d'introduire de nouvelles activités répondant aux besoins en évolution de la région, au fur et à mesure que les financements et la main d'œuvre seront disponibles. Le séminaire d'évaluation prévu pour 2001 aura pour tâche non seulement d'examiner les activités passées, mais aussi d'aider à la mise en forme des activités pour les trois années suivantes, conformément aux besoins changeants de la région.

REGION DES ETATS ARABES

Analyse de la situation :

- Le processus de rapport périodique pour la région des Etats arabes approche actuellement de sa conclusion. On estime que plutôt qu'anticiper les résultats, il serait plus sage de fonder les recommandations stratégiques sur les résultats du travail d'enquête et d'analyse actuellement en cours.

Actions prioritaires :

- La définition des actions prioritaires devrait attendre les conclusions du processus de rapport périodique qui seront présentées au Comité en décembre 2000.

AMERIQUE LATINE ET CARAIBES

Analyse de la situation :

Toute stratégie de formation pour le patrimoine culturel mondial d'Amérique Latine et des Caraïbes se doit de reconnaître les nombreux efforts accomplis avec succès au cours des dernières décennies pour mettre sur pied des institutions et des programmes de formation, mais doit reconnaître, parallèlement, la dégradation généralisée du soutien économique et politique mis à la disposition de la conservation dans cette région.

Au fur et à mesure que la pression des marchés globaux sur les économies latino-américaines s'est intensifiée au cours des dernières années, et que les déficits nationaux ont dépassé la capacité des autorités nationales de maintenir un budget pour la conservation, les gouvernements nationaux ont commencé, de plus en plus, à déléguer la responsabilité en matière de définition et d'entretien du patrimoine culturel aux échelons locaux, sans nécessairement transférer les ressources ou les capacités nécessaires en contrepartie.

Il existe aussi d'autres pressions qui intensifient le malaise des institutions de formation pour le patrimoine culturel et leur difficulté à remplir leurs tâches. L'impact des désastres naturels sur le patrimoine culturel de la région a augmenté dans des proportions dramatiques au cours de la dernière décennie. Des transformations politiques rapides et des situations d'instabilité menacent la continuité indispensable pour mener à bien des programmes de longue haleine. Et dans un contexte où il est impératif d'exhiber des bénéfices économiques, les biens du patrimoine sont souvent traités comme des biens de consommation, débouchant de plus en plus sur un usage incontrôlé et abusif, et sur l'exploitation de la propriété privée.

A propos des Caraïbes, il importe de noter que bien que certains pays hispanophones (Cuba, République Dominicaine,) et leurs principales institutions de conservation et de formation aient pu participer, voire diriger, le développement du mouvement en faveur de la conservation en Amérique Latine, dans la plupart des cas, en raison des dimensions et de l'isolement relatif des pays linguistiquement et culturellement diversifiés des Caraïbes, il a été difficile pour ces pays de surmonter les diversités culturelles et économiques qui caractérisent la région et de construire des modèles forts et permanents de coopération.

Actions prioritaires :

Dans le contexte de ces nouvelles pressions et conditions, et sur la base des réalisations existantes, une stratégie de formation pour le patrimoine mondial concernant le patrimoine culturel d'Amérique Latine et des Caraïbes doit être axée sur les points suivants :

1. Reconstruction du soutien politique pour la conservation du patrimoine dans la situation contemporaine.

Il s'agit tant de trouver des arguments nouveaux en faveur de la conservation du patrimoine, applicables dans le contexte de développement actuel, avec ses

contraintes, que de renforcer le soutien politique aux échelons locaux, où résidera, à l'avenir, la responsabilité principale de la conservation.

- obtenir le soutien du public et, en définitive, des forces politiques pour la conservation du patrimoine aux échelons locaux
- renforcer le rôle de la conservation du patrimoine dans le cadre des engagements pour un développement durable pris au niveau national
- clarifier les avantages de la conservation du patrimoine dans le contexte du développement économique, dans l'optique actuellement répandue de la "rentabilité".

2. Renforcer et améliorer l'impact des institutions de formation existantes

Des infrastructures de formation significatives, d'un genre ou d'un autre, avec des antécédents excellents et des impacts régionaux positifs pour des périodes de temps prolongées, existent au Mexique, à Cuba, au Venezuela, en Colombie, en Ecuador, au Pérou, au Chili, en Argentine, au Brésil et ailleurs. Il est important d'identifier les moyens d'intensifier et d'étendre l'efficacité de ces centres et institutions de formation à la conservation :

- créer un réseau de communications entre ces institutions leur permettant de partager les approches et les expériences; à terme, ce réseau pourrait améliorer l'efficacité stratégique de chaque institution grâce à la mise en commun des plans et des ressources.
- étendre la capacité des institutions individuelles d'atteindre leurs cibles en faisant appel à l'éducation à distance, selon le modèle développé, par exemple, par CECI à Recife pour élargir son rayon d'action ("reach") au Brésil.
- renforcer les liens entre les centres de formation régionaux et les systèmes éducatifs nationaux au sein des pays correspondants.

3. Renforcer les capacités au niveau local

Alors que se généralise la délégation des responsabilités en matière de patrimoine culturel aux échelons locaux et régionaux du gouvernement, il est important de doter les administrateurs et fonctionnaires occupant ces postes d'un bagage de connaissances adéquat concernant la philosophie et la pratique de la conservation. Afin d'atteindre ce résultat il faut avant tout :

- faire en sorte que les projets de conservation locaux comportent une composante de formation significative, permettant de construire et de retenir les capacités au niveau local;
- investir dans des projets capables, potentiellement, de devenir des projets "modèles" ou "démonstratifs", dont les enseignements soient susceptibles d'être largement partagés d'un site à l'autre et d'une communauté à l'autre;
- faire participer les fonctionnaires locaux aux activités de formation programmées aux niveaux national et régional : par ex. le cours CECI de 1999 sur la conservation urbaine intégrée, tenu à San Luis au Brésil, qui a été suivi par 15 fonctionnaires locaux, sur un total de 30 participants.

4. Utiliser la coopération internationale pour appuyer certaines initiatives de formation.

La coopération internationale (par exemple à travers le projet du PNUD réalisé à Lima, Pérou, pendant plus de 15 ans) a toujours été importante dans la mise en place et le renforcement des activités de formation à la conservation dans la région. Dans les circonstances actuelles, avec la limitation croissante des ressources des organismes internationaux, il est important de cibler et de focaliser soigneusement les activités de soutien. Afin d'y parvenir il faudrait notamment :

- intégrer la coopération et le soutien international aux projets, en agissant à travers des partenariats et des consortiums internationaux, plutôt qu'à travers des institutions isolées, per ex. le Consortium TERRA (ICCRUM, GCI, CRATerre);
- étendre ultérieurement dans la région le mécanisme des chaires de l'UNESCO (dans le cadre du programme UniTwin de l'UNESCO) qui s'est déjà révélé utile pour focaliser les besoins de formation à plus d'une occasion;
- lancer un **programme** régional, orienté stratégiquement vers la solution des problèmes courants et permettant un accès coordonné aux ressources multilatérales et bilatérales disponibles ainsi que leur mobilisation.

4. ROLES DES PARTENAIRES CLES

L'ICCRROM et l'ICOMOS, que la Convention du patrimoine mondial définit comme des organes consultatifs à utiliser dans toute la mesure du possible dans leurs sphères de compétence respectives et dans la préparation de la documentation et de l'ordre du jour du Comité, devraient, en raison de leur vaste expérience et de leur attachement à l'élaboration de mesures aptes à améliorer la mise en œuvre de la Convention, participer avec le Centre du patrimoine mondial à l'élaboration et à la surveillance des mécanismes et stratégies de formation pour le patrimoine culturel, qui font l'objet du présent rapport.

La désignation de l'ICCRROM, par le Comité, comme son "partenaire prioritaire dans le domaine de la formation" a été interprétée différemment par les divers partenaires du système depuis la décision du Comité en 1996.

L'ICCRROM estime que ce titre lui confère un rôle clé au niveau de la coordination, et non une place exclusive dans la mise en œuvre. Il considère que le "partenaire prioritaire dans le domaine de la formation" doit remplir les fonctions suivantes:

- Servir de centre pour l'échange des modèles, des méthodologies et des compétences en matière de formation;
- Faciliter le développement des cadres, infrastructures et stratégies, au niveau régional, pour améliorer les conditions de formation;
- Coordonner les initiatives visant à améliorer l'efficacité de la formation;
- Définir les standards utilisés pour juger de l'efficacité de la formation et en être le gardien;
- Jouer le rôle de conseiller technique pour le développement, l'exécution et l'évaluation des programmes de formation;
- Appuyer les efforts visant à renforcer les capacités des institutions individuelles de formation afin qu'elles atteignent leurs objectifs;
- Développer, le cas échéant, et exécuter des programmes de formation, de nature généralement novatrices avec des initiatives modèles ou pilotes, ou dans des zones privées des infrastructures institutionnelles nécessaires.

De manière plus spécifique, dans ce contexte, l'ICCRROM devrait s'attacher à :

- Créer un réseau de coopération entre les institutions de formation régionales intéressées à la formation pour le patrimoine mondial.
- Coordonner le développement des instruments et matériels de formation utiles à la gestion des Sites du patrimoine mondial (série des guides de gestion, notices techniques simplifiées, modules de formation préconstitués, etc.).
- Effectuer des révisions annuelles des rapports périodiques des régions, outre la mise au point de recommandations et d'avis techniques à fournir au Comité quant aux besoins de formation.
- Proposer des projets, dans les circonstances appropriées, pour soutenir les objectifs définis par le Comité, le Centre et les Etats Parties.
- Examiner les demandes d'assistance technique, dans le but de renforcer l'impact stratégique des financements alloués, face aux objectifs adoptés par le Comité.
- Poursuivre la surveillance, l'actualisation et le perfectionnement des stratégies de formation pour le patrimoine culturel au niveau international et régional.

L'ICOMOS, en particulier, à travers l'action de son Comité de formation international, et son réseau global, est bien placé pour fournir des conseils de formation au Comité.

C'est au Centre du patrimoine mondial qu'incombe le rôle fondamental de faciliter et coordonner les conseils que l'ICOMOS et l'ICCROM sont tenus de fournir en temps utile et de manière appropriée au Comité sur les questions inhérentes à la formation.

5. STRATEGIE GENERALE DE FINANCEMENT ET D'EXECUTION

S'agissant du financement et de la mise en œuvre des différentes recommandations contenues dans la Stratégie globale de formation pour le patrimoine culturel mondial, il importe de tenir compte des points suivants.

- **Les Principes pour l'examen des demandes d'assistance à la formation et la Liste de contrôle correspondante, développés au cours de la réunion d'experts de novembre 1998 à Rome (Annexes IV, V, et VI) devraient être adoptés par le Comité pour assurer l'utilisation stratégique des fonds du Comité pour la formation.**
- **Les financements alloués à la formation pour le patrimoine culturel dans le contexte de l'aide internationale (environ 500.000 \$ EU par an pour les dernières années) devraient être utilisés le plus possible comme des catalyseurs, afin d'inciter les partenaires à affecter à leur tour des fonds pour la réalisation des objectifs et programmes stratégiques. Il faudrait étudier avec attention les lignes directrices à suivre afin d'assurer au mieux ce rôle de catalyseur.**
- **Les fonds disponibles pour la formation devraient être dispensés sur base de contingents, à définir dans les grandes lignes par le Comité, afin d'assurer un soutien équilibré aux activités tant internationales que régionales, et un partage équitable entre les fonds alloués aux programmes anticipatifs du Comité et ceux servant à satisfaire les requêtes de financements. Ainsi, un partage possible pourrait être : 100.000 \$ EU pour le développement des activités de formation internationales, et 400.000 \$ EU à partager de manière à peu près égale entre les régions (dans le cadre d'une enveloppe budgétaire globale de 500.000 \$ EU). A l'intérieur des régions, environ 50% des disponibilités pourraient aller aux programmes anticipatifs, et 50% seraient réservés aux demandes des Etats Parties.**
- **Une stratégie de levée de fonds pour les initiatives de formation devrait être élaborée par le Comité afin de renforcer les contributions hors budget des Etats Parties à des fins de formation. Les efforts de collecte de fonds devraient être axés sur des thèmes pertinents, tels que le patrimoine culturel à risque, pour lesquels l'appui serait facile à susciter. L'ICCROM serait ravi de travailler de concert avec le Comité et le Centre, au développement d'une telle stratégie de levée de fonds.**
- **S'il est vrai qu'il est bon d'encourager en tant que de besoin les initiatives bilatérales dans l'intérêt du Comité et des sites inscrits, celles-ci devraient être soumises à l'examen minutieux du Comité pour s'assurer de leur conformité avec les priorités stratégiques du Comité. Surtout lorsque ces fonds sont destinés à la formation pour le patrimoine culturel, l'ICOMOS et l'ICCROM devraient être invités à jouer un rôle dans la surveillance de leur déploiement effectif.**

Note : afin de maximiser les fonds de l'aide internationale disponibles pour la formation, les affectations de ces fonds par le Comité devraient être réservées

exclusivement aux projets ou programmes. Les coûts relatifs aux services des organes consultatifs devraient être inscrits sous un autre chapitre du budget.

Annexe I : Historique de l'élaboration de la stratégie globale de formation pour le Comité du patrimoine mondial

Réunion du Bureau du patrimoine mondial, Paris (Juillet 1994)

En juillet 1994, le Bureau du patrimoine mondial a lancé le processus d'examen, dont fait partie le présent document, en proposant, suite à l'examen des frais de formation réalisés entre 1988 et 1992, que le Centre du patrimoine mondial organise un "séminaire d'évaluation en vue de définir une nouvelle stratégie de formation dans le domaine de la conservation du patrimoine mondial". L'ICCROM a tout d'abord élaboré une première version de cette stratégie, examinée par le Comité en décembre 1995.

Stratégie de formation dans le domaine de la conservation des Sites du patrimoine mondial (Décembre 1995)

Le document concernant la Stratégie de formation a examiné les considérations de base pertinentes dans le cadre de l'élaboration d'une vue d'ensemble: historique des approches, groupes cibles pour la formation et leurs besoins, structures de carrière et typologies de formation, capacités de formation (enseignants, ressources, instruments), évaluation et contrôle de qualité, niveaux internationaux, régionaux et locaux de mise en œuvre. Il concluait en mettant en évidence les composantes d'une stratégie globale de formation efficace. Le rapport recommandait ce qui suit:

Recommandations du document stratégique ICCROM 1995 concernant la formation

1. *Le Comité du patrimoine mondial devrait encourager les Etats Parties à élaborer des programmes stratégiques de formation tant au niveau organisationnel en relation aux Sites du patrimoine mondial qu'au niveau national. De tels programmes devraient être discutés au niveau régional en vue d'une collaboration renforcée et d'une utilisation optimale des ressources. La phase de planification devrait bénéficier de missions d'experts chargés de consulter les autorités nationales et de réunions au niveau régional.*
2. *Le Centre du patrimoine mondial devrait collaborer avec l'ICCROM dans le cadre de l'élaboration de orientations suffisamment détaillées pour la préparation de stratégies de formation dans les Etats Parties.*
3. *Le recours à la formation par le Fonds du patrimoine mondial devrait être planifié sur la base de programmes de formation cohérents. Ces programmes devraient fournir la référence pour l'identification des priorités pour le programme et budget du Patrimoine mondial et des contributions pour la formation au niveau local, national, régional et international.*
4. *La coordination dans le cadre de l'élaboration de stratégies de formation devrait être garantie par l'ICCROM en collaboration avec les Etats Parties, en consultation avec le Centre du patrimoine mondial, l'ICOMOS, l'Organisation des villes du patrimoine mondial et autres partenaires potentiels.*

Réunion du Comité du patrimoine mondial, Berlin (Décembre 1995)

Lors de la réunion de 1995 du Comité, qui s'est tenue à Berlin, 20.000 \$ EU ont été alloués à l'ICCROM en vue de la finalisation du document concernant la stratégie de formation, notamment compte tenu des spécificités des différentes régions, document réalisé en étroite collaboration avec le Secrétariat et devant être présenté au Comité lors de sa 20^{ème} session à Merida.

Durant les débats de la session de Berlin, les membres du Comité ont exprimé leur satisfaction en faveur du document mais ont regretté le déséquilibre existant entre l'Europe et le reste du monde. Les membres du Comité ont fait remarquer le caractère complémentaire de cours internationaux destinés à la formation des formateurs, de cours régionaux réservés aux différents spécialistes et de cours nationaux visant le personnel technique. Le Comité a soutenu la proposition concernant la poursuite de l'examen de la situation dans les différentes régions, la priorité étant accordée aux Etats Parties africains.

Réunion d'experts à ICCROM, Rome (Septembre 1996)

Suite aux décisions du Comité, le Centre du patrimoine mondial et l'ICCROM ont organisé une Réunion d'experts à Rome, qui s'est tenue à l'ICCROM du 19 au 21 septembre 1996. Des experts d'Amérique du Nord, d'Amérique latine, d'Asie, des Etats arabes, des Etats baltiques et de France ont présenté des analyses régionales des besoins en matière de formation ainsi que des approches stratégiques à l'éducation et à la formation, tandis que les Universités de York et Louvain proposaient des rapports sur la base de leur expérience en la matière. L'ICCROM a proposé des informations actualisées concernant les besoins en matière de formation. Avec CRATerre-EAG, et sur la base d'un questionnaire réalisé dans le cadre du Projet GAIA de l'ICCROM, un document a été présenté concernant l'approche stratégique pour l'Afrique subsaharienne. Une note d'information préparée pour la réunion indiquait les critères principaux d'évaluation des demandes de formation pour les besoins et engagements des Sites du patrimoine mondial dans une région donnée, la situation générale en matière de formation et d'éducation dans la région (niveau, type, disponibilité et qualité) ainsi que la situation d'Etats Parties spécifiques (assistance fournie précédemment et situation administrative dans le cadre de la Convention). En outre, la note d'information mettait en lumière les méthodes d'évaluation des besoins en référence au programme de conservation et de gestion, les niveaux de formation et d'éducation ainsi que la question de la rentabilité de la formation et de l'éducation.

La Réunion d'experts a donné lieu à la rédaction d'un rapport: **Approches stratégiques dans le domaine de la formation concernant le patrimoine immobilier** (WHC-96/CONF.201/INF.15), qui a été présenté par le Directeur général de l'ICCROM lors de la 20^{ème} session du Comité du patrimoine mondial à Merida, en décembre 1996. Les Recommandations étaient classées en fonction des groupes cibles, en tenant compte des engagements souhaités par les Etats Parties, les gouvernements locaux, les agences de financement et les instituts de formation:

Recommandations de la Réunion d'experts à l'ICCROM (1996)

Etats Parties

Nous recommandons que les Etats Parties fassent tout ce qui est en leur pouvoir afin de renforcer la sensibilisation et l'appui, du point de vue de la responsabilité qu'implique la nomination d'un Site du patrimoine mondial, et de garantir un soutien approprié.

Gouvernements locaux

Nous recommandons que les gouvernements locaux soutiennent pleinement les initiatives de leurs Etats Parties; que toutes les étapes de la prise de décisions et des discussions concernant les Sites du patrimoine mondial soient publiques; qu'ils soutiennent les initiatives d'amélioration et de renforcement de la sensibilisation du public à propos des Sites du patrimoine mondial, et des besoins et des possibilités qu'ils représentent; qu'ils accordent leur soutien aux programmes de formation proposés, grâce au détachement de personnel pour les cours et à l'octroi d'une aide financière; et qu'ils contribuent au financement des Sites du patrimoine mondial.

Agences de financement

Nous recommandons d'associer au financement le secteur public et le privé. Nous recommandons également de faire appel, pour couvrir les besoins des Sites du patrimoine mondial, au financement national et international mais aussi local: la population locale attache de la valeur à son patrimoine culturel et peut exprimer cela grâce à sa propre contribution et à sa participation.

Instituts de formation

Nous recommandons la création de cours de formation, accessibles en termes de temps et de coûts, concernant en particulier la gestion de la conservation des Sites du patrimoine mondial. Idéalement, il devrait y avoir au moins un cours de formation dans chaque région du monde, tous effectivement reliés par un réseau permanent de communication. L'ICCROM devrait jouer un rôle de coordination.

Afin d'explorer les modes de formation les plus efficaces, en termes de communication et de rentabilité, des centres de formation devraient lancer des programmes pilotes de formation ayant les caractéristiques suivantes:

- 1. étude de la Convention du patrimoine mondial et de ses implications*
- 2. enseignement interdisciplinaire*
- 3. formation rattachée à un véritable Site du patrimoine mondial à travers le travail de terrain, les stages et la rédaction de plans de gestion*
- 4. formation dynamique, interactive et encourageant le déploiement de toutes les techniques de communication*
- 5. formation dans le respect des "spécificités locales" tout en tenant compte des normes internationalement agréées*
- 6. formation dans le respect des coutumes (par exemple, lieux sacrés) mais en commençant à préparer des directives afin d'harmoniser pratiques traditionnelles et bonne conservation*
- 7. formation embrassant le contexte global des Sites du patrimoine mondial, y compris les paysages culturels*
- 8. formation embrassant toutes les techniques utiles d'évaluation, d'enregistrement et de documentation*
- 9. formation inculquant et encourageant la participation du grand public ainsi que la nécessité de respecter la diversité culturelle et les besoins sociaux*
- 10. centres de formation faisant un usage rationnel des ressources existantes*
- 11. cours de formation encourageant une orientation vers de saines pratiques de conservation*

12. *formation reconnaissant l'interdépendance de toutes les responsabilités (ex. administrateurs, directeurs, professionnels et propriétaires)*
13. *formation comportant la présentation des réalités et des opportunités économiques et affrontant de façon positive le problème de la recherche de fonds*
14. *formation encourageant les débats sur les questions financières du secteur public et du privé*
15. *formation comprenant des compétences en communication, telle la capacité à forger un compromis créatif*
16. *formation comprenant la préparation de demandes de dons d'assistance technique*
17. *formation ne négligeant pas la compréhension des besoins et aspirations des communautés locales*
18. *formation encourageant le débat sur le thème de la tradition face à la modernité*
19. *formation développant la sensibilisation à l'utilité du rôle que peuvent jouer les volontaires de la conservation*
20. *formation développant la conscience de la complémentarité du patrimoine naturel et culturel*
21. *cours de formation incarnant et exprimant flexibilité et vision afin de répondre aux changements et besoins futurs*
22. *centres de formation fournissant des manuels et moyens didactiques transmettant les résultats de la recherche ainsi que des conseils et encouragements.*

Toutes les parties devraient être conscientes:

- *de l'importance de la compréhension des besoins sociaux et des aspirations des populations ainsi que du respect légitime dû aux cultures vivantes*
- *de la valeur de la collaboration, tant intellectuelle que financière*
- *du rôle essentiel d'un réseau efficace*
- *de la nécessité d'accorder l'attention nécessaire à l'efficacité et à la rentabilité*
- *de la rareté des ressources disponibles et du besoin de synergie d'action*
- *de la nécessité d'accepter un degré pertinent de coordination*
- *de la nécessité de structures d'appui, outre les programmes de formation.*

Réunion du Comité du patrimoine mondial, Merida (Décembre 1996)

Lors de la réunion de septembre 1996, à l'occasion de la présentation du rapport sur la stratégie (WHC-96/CONF.201/INF.15) intitulé "*Approches stratégiques à la formation concernant le patrimoine immobilier*", le Directeur général de l'ICCROM a rappelé que les capacités opérationnelles dans le domaine de la conservation du patrimoine ont besoin d'un cadre juridique efficace, d'une stratégie de développement des ressources humaines, de structures opérationnelles ainsi que de la sensibilisation de l'environnement professionnel et social. Or malheureusement, bien des éléments nécessaires font souvent défaut. Le cadre stratégique était présenté comme un instrument de gestion qui devait reposer sur un système de formation et d'éducation, faisait bon usage de projets pilotes pertinents, et mettait en place des réseaux d'information au niveau national, régional et international.

Les membres du Comité ont exprimé leur pleine satisfaction face à la stratégie proposée et ont encouragé à la prendre comme ligne de conduite pour l'avenir. Sur la base de ces discussions, le Comité a adopté les principales orientations en matière de formation (tant pour le patrimoine naturel que culturel) lors de la session qui s'est tenue à Merida.

Le Comité est convenu de:

1. *Appliquer, tant aux sites culturels qu'à ceux du patrimoine, les actions stratégiques adoptées par le Comité en 1995, à savoir:*
 - *continuer le développement des programmes d'études et des modules d'information sur la formation en relation à la Convention sur le patrimoine mondial, son éthique et sa mise en œuvre;*
 - *et développer les réseaux d'information sur la Convention du patrimoine mondial pour en faire bénéficier tous les gestionnaires de sites: l'achat d'ordinateurs et d'équipement de communication susceptibles de permettre aux gestionnaires l'accès à l'Internet doit être facilité.*
2. *Inviter les organes consultatifs (UICN, ICCROM, ICOMOS) à collaborer, autant que possible, à la préparation de stratégies régionales et de programmes de sensibilisation et d'éducation s'inscrivant dans la stratégie de formation. Il est souhaitable que des ateliers communs soient organisés et que les résultats de leur évaluation soient portés à la connaissance du Comité.*
3. *Demander aux organes consultatifs de développer des cours thématiques au niveau international et de les adapter à l'échelon régional avec les institutions partenaires: le cours sur "La conservation territoriale et urbaine intégrée des Villes du patrimoine mondial, " est un excellent exemple de cette forme de développement indispensable.*
4. *Donner plus de poids aux programmes de sensibilisation et d'éducation qui s'inscrivent dans la stratégie de formation, et leur allouer plus de ressources.*
5. *Tous les besoins en matière de formation doivent être évalués et analysés non seulement en relation aux processus de conservation et de gestion du site mais également dans le contexte général d'une politique nationale en faveur de la conservation du patrimoine et, progressivement, à la lumière d'un cadre de planification régional comportant des programmes de conservation intégrés et durables.*
6. *Encourager, par conséquent, toutes les régions à coopérer, par le biais du Comité du patrimoine mondial, avec les organes consultatifs et l'ICCROM en particulier, afin de poursuivre le développement de leurs approches stratégiques en tenant compte: des réalités, priorités, ressources disponibles, contraintes financières et échéances, au niveau local. De plus, la protection du patrimoine doit intégrer les aspects économiques et le développement.*
7. *faire en sorte que les rapports d'activité relatifs aux approches régionales pour le patrimoine culturel, à commencer par les propositions concernant les Etats baltes, l'Amérique latine et les Caraïbes, le cours sur la conservation territoriale et urbaine intégrée, ainsi que le patrimoine naturel en Asie et dans le Pacifique, soient portés à la connaissance du Comité.*
8. *faire en sorte que les centres de formation régionaux tels que: a) l'école de formation des spécialistes de la nature en Afrique francophone (Garoua, Cameroun), Afrique anglophone – Mweka College of Wildlife Management, Moshi, Tanzanie; b) CATIE, Costa Rica (Amérique latine); c) Wildlife Institute of India (WII), Dehra Dun, Inde; d) Centro Nacional de Conservacion, Restauracion y Museologia, Cuba (CENCREM) – Catedra Regional de Conservacion (UNESCO – UNITWIN); e) CECRE, le cours de conservation architecturale à l'Université fédérale de Bahia, Brésil; f) le Centre de conservation CECOR à l'Université fédérale de Minas Gerais, Brésil; et toutes les autres institutions concernées, reçoivent les programmes d'études et modules d'information sur la Convention du patrimoine mondial et*

utilisent des études de cas de Sites du patrimoine mondial. En outre, la constitution de réseaux par les institutions de formation sur les patrimoines culturel et naturel devrait être encouragée et appuyée afin de coordonner les programmes d'études existant ou nouveaux, et de favoriser leur diffusion.

9. *décider - compte tenu des points suivants: sous-représentation du patrimoine culturel de certaines régions, en particulier de l'Afrique, dans la Liste du patrimoine mondial; priorité accordée par l'UNESCO à l'Afrique; manque de cours de formation sur le patrimoine culturel immobilier en Afrique subsaharienne; nécessité de former et d'éduquer la presque totalité des décideurs, gestionnaires de site, techniciens et populations locales - de lancer en 1997, à travers le Centre du patrimoine mondial et dans le cadre du projet ICCROM/GAIA, une première série d'activités de formation sur le terrain en Afrique subsaharienne. Leur développement s'inscrira dans un projet cadre international pilote de dix ans. Pendant la phase de démarrage, prévue sur trois ans, le cadre stratégique sera élaboré et la méthodologie sera testée. Au cours de la deuxième phase, on procédera à une nouvelle évaluation du potentiel de formation existant et on identifiera les institutions de formation nationales et régionales adéquates en vue d'adapter, d'améliorer et de diversifier le matériel didactique. Lors de la dernière phase, de nouveaux programmes de formation seront mis au point et adaptés aux réalités locales afin de refléter le savoir-faire acquis grâce aux activités menées sur le terrain.*
10. *Le Centre du patrimoine mondial, les organes consultatifs et les Etats Parties doivent coopérer étroitement les uns avec les autres pour concevoir et conduire des activités de formation respectant les approches régionales et thématiques adoptées par le Comité. De plus, le Comité pourrait souhaiter que, passé un délai de deux ans, toutes les activités appuyées par le Fonds du patrimoine mondial dérivent des principes directeurs mentionnés plus haut.*

En outre, le Comité

11. *peut demander une révision des Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, afin qu'elles reflètent les principes directeurs des activités de formation adoptés lors de sa vingtième session.*

Sur la base des dernières discussions a été approuvée la demande de l'ICCROM d'un montant de 30.000 \$ EU pour un cours de formation sur une approche intégrée de la conservation urbaine (le document sur la stratégie exigeant le développement de cours thématiques au niveau international et leur adaptation au niveau régional, en particulier pour les cours sur la "conservation territoriale et urbaine intégrée") ainsi qu'un montant de 50.000 \$ EU pour le lancement de la première phase du projet de formation pour la conservation de la propriété immobilière en Afrique subsaharienne.

A l'occasion d'une discussion concernant les rapports entre les Organes consultatifs et le Centre du patrimoine mondial, le Délégué italien, faisant observer que l'ICCROM, en tant qu'organisation intergouvernementale, méritait une considération particulière, a proposé "que l'ICCROM soit le partenaire prioritaire dans le domaine de la formation pour la conservation du Patrimoine culturel mondial et soit consulté sur toutes les demandes d'assistance de formation afin d'assurer la qualité et l'efficacité des activités de formation dans le cadre de la stratégie de formation adoptée". Le rapport de réunion note que le Comité a accepté la proposition italienne.

Réunion du Comité du patrimoine mondial, Naples (Décembre 1997)

En référence à l'élaboration d'une stratégie globale de formation, la réunion du Comité de 1997 a abouti à des affectations de fonds à l'ICCROM pour "l'élaboration d'une stratégie de formation et d'un cadre procédural en vue du financement d'une réunion d'experts chargée d'affiner la stratégie d'ensemble" et du soutien à "l'étude d'une stratégie d'élaboration pour l'Amérique latine". L'ICCROM a également reçu des fonds destinés à la réalisation de huit autres projets de formation dans différentes régions.

Dans le cadre des premiers efforts d'élaboration d'une "stratégie de formation pour le patrimoine culturel mondial", la discussion s'est maintenant orientée, des éléments appropriés pour une stratégie globale de formation dans le domaine du patrimoine culturel, vers les implications du cadre de la stratégie globale de formation pour la gestion par le Comité de ses responsabilités en matière de formation ainsi que vers la promotion de stratégies régionales de formation.

Réunion d'experts à l'ICCROM, Rome (Novembre 1998)

La réunion d'experts de 1998 sur "La formation relative aux sites du patrimoine culturel mondial" avait pour but la formulation de recommandations concernant l'élaboration de stratégies régionales de formation ainsi que d'orientations pour l'évaluation des demandes de formation.

La réunion a pris comme point de départ les résultats des documents précédents concernant la stratégie et a tenté de répondre aux questions suivantes:

- *quelle est la meilleure façon d'assister le Comité du patrimoine mondial afin de garantir une formation adéquate dans l'intérêt du Patrimoine mondial?*
- *quels sont les obstacles majeurs - ou les opportunités clés - à la fourniture d'une formation efficace pour le Patrimoine mondial?*
- *quels sont les principaux domaines où des approches stratégiquement ciblées offriraient vraisemblablement un important potentiel d'amélioration?*
- *au sein de chaque domaine identifié, quels critères et quels principes devraient guider le choix des activités ou approches? quelles suggestions spécifiques peut-on faire en vue d'une amélioration? ces recommandations peuvent-elles être intégrées aux Orientations?*

La réunion était organisée sous forme d'atelier. La situation actuelle et les besoins ont tout d'abord été abordés en séance plénière; des groupes de travail se sont ensuite penchés sur des thèmes spécifiques et ont rédigé des recommandations. Etant donné que le but de la réunion était de se concentrer sur la stratégie globale de formation et les questions y relatives, les recommandations proposées entendaient compléter les conclusions sur lesquelles un consensus avait déjà été atteint, examiner les procédures des Orientations et formuler une stratégie que le Comité pourrait revoir et adapter pour sa mise en œuvre au cours des cinq années à venir. Les recommandations de la réunion étaient articulées en trois parties:

- cadre provisoire pour l'élaboration de la formation en relation aux Sites du patrimoine mondial;
- principes directeurs de l'évaluation des demandes de formation;
- liste de contrôle des demandes d'assistance en matière de formation.

Les résultats détaillés de la réunion sont résumés ci-dessous:

Le **cadre d'élaboration de la formation** en relation aux Sites du patrimoine mondial a été conçu comme un éventail de considérations générales et de notions clés de stratégies de formation en référence à la diversité du patrimoine et aux règles de la Convention elle-même. Le point de départ de la discussion était la définition du contexte de la formation et l'identification des problèmes, des opportunités et des contraintes dans le système du Patrimoine mondial. On a fait observer que l'élaboration de stratégies de formation et de renforcement des capacités devrait être rattachée au *processus de nomination et de gestion* des sites du patrimoine, à savoir l'identification de sites, en assurant leur protection et leur gestion conformément aux dispositions de la Convention, la préparation du document de nomination et la gestion de l'entretien et de la conservation du caractère et de l'importance des ressources du patrimoine. Compte tenu de la diversité et de la spécificité de toutes les ressources du patrimoine, ainsi que des différents acteurs concernés, *la conservation et la restauration des ressources du patrimoine culturel devraient reposer sur une méthodologie critique, laquelle devrait être essentiellement reflétée dans tout programme de formation*. Par conséquent, il n'est pas nécessaire que la formation soit spécifique à un site (contrairement à la coopération technique). Les Etats Parties devraient bénéficier d'une assistance visant la sensibilisation et le renforcement des capacités professionnelles dans le contexte de la gestion du patrimoine, qui devrait inclure la protection du Patrimoine mondial.

Il a été reconnu que chaque Etat Partie et région a sa propre réalité concernant les besoins spécifiques de la conservation du patrimoine et les ressources existantes ou potentielles pouvant être identifiées. *Des études permettant d'analyser la situation dans chaque région devraient par conséquent être intégrées dans le processus de renforcement des capacités*. Ces études devraient également être utilisées comme opportunité afin de mettre en place des systèmes de réseaux et de communication. *Des stratégies appropriées de formation et de recherche devraient être intégrées dans un tel processus et coordonnées au niveau national et régional*. Des organisations intergouvernementales peuvent élargir le cadre de la collaboration, collaborer à l'identification de méthodes de formation appropriées ainsi qu'à la recherche de soutien et de ressources externes. Des organisations non gouvernementales, à travers leurs réseaux professionnels et institutionnels, pourraient fournir un accès aux ressources humaines nécessaires pour la formation et la recherche. En fait, le recours aux organisations régionales existantes - telles que SPAFA en Asie du Sud-est - est trop limité.

La réunion a reconnu le manque de dissémination efficace des connaissances concernant les activités, les aspirations et les opportunités, ainsi que le manque de "standardisation" de programmes de formation mettant l'accent sur les aspects méthodologiques. *La diffusion de telles approches analytiques et méthodiques pourrait être encouragée par la préparation de directives spécifiant les thèmes devant être insérés dans les différents types de cours et proposant les méthodes de formation lors du démarrage d'une nouvelle activité de formation*. Afin de garantir que la formation fasse partie intégrante des activités liées au patrimoine, toutes les organisations pertinentes devraient préparer un *plan de formation* définissant clairement les compétences professionnelles et de gestion de chaque fonction. Les thèmes liés au patrimoine devraient également être suffisamment attrayants pour être incorporés dans les programmes universitaires et d'écoles techniques. Il faut clarifier ce qui doit être communiqué et encourager les groupes nationaux à promouvoir la diffusion de leurs

capacités et besoins. Afin d'assister l'élaboration de la formation, il est nécessaire de disposer de matériel de référence, de modèles et d'exemples.

On a fait observer que, dans le cadre de l'élaboration de modèles applicables aux différentes réalités régionales et locales, il est nécessaire d'identifier un éventail de variables dont le poids pourrait être ajusté en fonction de la réalité et du besoin spécifique de chaque contexte. Si l'on considère le système du patrimoine mondial, on pourrait identifier des "initiés" (tels que l'UNESCO, l'ICCROM, l'ICOMOS et des experts de la conservation adéquatement formés), déjà au courant des conditions, et des "étrangers" (tels que le secteur de la construction, les planificateurs urbains et régionaux, les politiciens, les directeurs commerciaux et le grand public) avec lesquels il est nécessaire d'instaurer un dialogue de communication. La sensibilisation des propriétaires de biens doit être renforcée afin de leur permettre de comprendre l'importance et le caractère de leurs biens et des soins appropriés qu'ils nécessitent. Concernant la diffusion d'informations, des "recommandations" et des "directives" devraient être illustrées par des "histoires à succès", souvent nécessaires pour faire passer des messages importants.

Les efforts visant l'instauration d'une communication entre les organes responsables revêtent une importance considérable. Des fora appropriés, au niveau régional et international, peuvent se révéler utiles en vue de l'amélioration des informations sur la situation et sur la manière de mettre en pratique des modèles théoriques. L'un des principaux défis est de faire un travail de communication à double sens, pas seulement "du sommet à la base" comme cela a été trop souvent le cas jusqu'à présent, mais également en permettant aux acteurs et spécialistes locaux d'être entendus. Il est également nécessaire d'accorder davantage d'importance à la planification stratégique dans les organisations impliquées dans la gestion du patrimoine. Il est en outre nécessaire d'expliquer les bénéfices et responsabilités résultant pour le Monde entier eu égard aux objectifs de génération et de collecte des ressources nécessaires.

La nomination d'une ressource particulière du patrimoine peut constituer une première étape utile dans le cadre de la sensibilisation du grand public vis-à-vis du patrimoine. Un site du patrimoine mondial peut jouer le rôle de levier, suscitant l'intérêt en faveur du patrimoine en général, et être utilisé en vue de la définition du type de formation nécessaire dans la région. Il est utile d'identifier et de dresser la liste des obstacles et des opportunités, par exemple à quel degré il existe une connaissance précise des défis et des opportunités offertes par la nomination sur la liste du patrimoine mondial; comment les besoins identifiés en matière de formation pourraient être satisfaits en utilisant les ressources disponibles au niveau local ou bilatéral. Il est nécessaire de préciser qui formule la stratégie, quelle est la procédure d'approbation et qui est chargé de la mise en œuvre. La question clé concernant les réseaux est de savoir comment les mettre en place et comment les "nourrir".

L'évaluation des demandes de formation devrait être considérée à la lumière des réflexions précédentes. Une telle évaluation devrait prendre en considération les intentions de la Convention ainsi que les besoins spécifiques des différents Etats Parties et régions. Les principes ont été formulés de manière à promouvoir consciencieusement l'élaboration de programmes de formation en vue de la satisfaction des besoins, en tenant compte du lien entre théorie et pratique, la promotion de méthodes pédagogiques novatrices et le soutien du renforcement des capacités dans les pays et régions concernés. Le but est d'encourager les Etats Parties et les organisations compétentes à développer des stratégies de formation cohérentes, de montrer comment l'activité proposée est motivée dans ce contexte, comment elle sera bénéfique pour le Patrimoine mondial et quel impact général elle pourra avoir sur le renforcement des capacités. L'accord est donné à l'utilisation pertinente de réseaux de partenaires au niveau local, régional et

international. Chaque activité de formation est conçue comme une opportunité d'activation et d'amélioration des capacités locales et régionales; de telles expériences devraient par conséquent être portées à l'attention de la communauté internationale. A cette fin, ainsi que pour garantir la réalisation des objectifs d'apprentissage, il existe une demande de suivi et d'évaluation permanente des résultats par les responsables.

La **Liste de contrôle des demandes d'assistance à la formation** est conçue comme une liste de points qui devraient être précisés par l'organisation chargée de préparer la demande afin de disposer d'une base commune pour l'évaluation. La liste de contrôle est conçue de manière flexible afin de permettre à l'Etat Partie de l'adapter au caractère d'une activité donnée pour lequel une assistance est nécessaire et de mettre en lumière les besoins spécifiques et les ressources existantes. Dans ce contexte, la demande devrait être spécifiée en termes monétaires, en indiquant son effet de levier.

Note: le **Cadre d'élaboration de la formation**, le document concernant l'**Evaluation des demandes de formation** et la **Liste de contrôle des demandes d'assistance à la formation** issus de la réunion de novembre 1998 sont joints au présent document (cf. **Annexe: Recommandations de la réunion d'experts sur la formation en relation aux Sites du patrimoine mondial, 16-17 novembre 1998**. Ce rapport a été présenté au Centre du patrimoine mondial en mars 1999).

Réunion du Comité du patrimoine mondial. Kyoto (Décembre 1998)

Concernant l'élaboration de la stratégie de formation, le Comité a alloué la somme de 25.000 \$ EU pour l'élaboration d'une stratégie régionale de formation en Asie du Sud-est (les dix pays ASEAN). L'ICCROM a été chargée de réaliser une "évaluation des besoins aboutissant à l'élaboration de programmes de formation pouvant être utilisés: a) dans le cadre des écoles d'architecture et des départements de planification urbaine afin d'enseigner aux futurs architectes et aux planificateurs urbains les bases de la conservation du patrimoine; b) par les directeurs de sites du patrimoine afin de former les populations, les propriétaires, la communauté et les chefs religieux, les administrateurs locaux et autres acteurs des Sites du patrimoine mondial, sur la base scientifique de la conservation et de l'entretien du patrimoine". L'ICCROM a également demandé et reçu des fonds pour cinq autres projets de formation, y compris 100.000 \$ EU pour Afrique 2009.

Stratégie de formation pour les villes historiques d'Amérique latine (Mars 1999)

Le rapport de l'ICCROM, préparé par Antonino Pirozzi, consultant chilien, et basé sur sa propre recherche ainsi que sur un questionnaire réalisé auprès des responsables des Villes du patrimoine mondial en Amérique latine durant leur rencontre d'octobre 1998 avec le Comité consultatif ICCROM ITUC à Olinda (Brésil) (organisé avec le soutien du Getty Grant Programme et géré par CECI, l'Université fédérale de Pernambuco) a été achevé et présenté au Centre du patrimoine mondial en mars 1999. L'ICCROM souhaite, en coopération avec l'OVPM et le Comité du patrimoine mondial, organiser une réunion d'étude des résultats du rapport en l'an 2000 afin de concevoir une stratégie commune et le programme et plan d'action y relatifs avec tous ceux ayant un mandat en matière de formation dans la région.

Réunion du Comité du patrimoine mondial, Marrakech (Décembre 1999)

A l'occasion de la réunion du Comité du patrimoine mondial, qui s'est tenue en décembre 1999 à Marrakech, au Maroc, l'ICCROM a présenté un document d'information intitulé: "*Rapport d'activité de l'ICCROM concernant l'élaboration d'une stratégie globale de formation pour le patrimoine culturel dans le cadre de la Convention du patrimoine mondial*". Le Comité en a pris acte et a proposé, sur la base d'une résolution du gouvernement grec, que le document de l'ICCROM et les recommandations qu'il contient, soient examinés au cours de la réunion du Bureau prévue pour le milieu de l'année 2000.

Pendant cette même réunion, l'ICCROM a demandé un appui financier pour les projets proposés par le personnel du Centre du patrimoine mondial, des Etats Parties et le Comité. Le coût de ces projets, qui couvrent toutes les grandes régions, s'élève à près de 207 000 \$ EU, dont 80 000 \$ EU pour AFRICA 2009.

Réunion de synthèse sur la stratégie de formation en Asie du Sud-est (Février 2000)

A la fin du mois de février 2000, lors d'une réunion d'experts organisée en étroite collaboration avec le Centre du patrimoine mondial et grâce à l'appui financier du Japan Funds in Trust, le rapport d'évaluation des consultants de l'ICCROM sur les besoins et les perspectives en Asie du Sud-est, que le Comité avait demandé en décembre 1998, a été examiné. Les éléments de la stratégie associée et du plan d'action correspondant ont fait l'objet d'un débat avant d'être adoptés. Les conclusions de cette réunion sont présentées dans un document distinct pour examen par le Comité.

Bureau du patrimoine mondial, Paris (juin 2000).

En juin 2000, l'ICCROM a présenté une version préliminaire de ce document sur la Stratégie globale de formation au Bureau du patrimoine mondial. La présentation de l'ICCROM contenait plusieurs recommandations importantes :

1. examiner la nécessité, d'une part, de définir plus clairement le rôle de l'ICCROM dans la formation (en qualité de "partenaire prioritaire dans la formation") et, d'autre part, de revoir le *cadre de principes* présenté plus haut en consultation avec le personnel du Centre du patrimoine de l'UNESCO, les représentants des Etats Parties intéressés et les organes consultatifs concernés.
2. examiner et adapter comme requis le document *Evaluation des demandes de formation* ainsi que la *Liste de contrôle des demandes de soutien à la formation, dans le contexte des conclusions de la réunion de novembre 1998*, qui constituent des outils de travail destinés à aider le Comité dans son examen des demandes de formation et les Etats Parties dans la formulation de ces dernières.
3. insérer des *analyses définitives de la stratégie de formation régionale* dans le document sur la Stratégie globale de formation que l'ICCROM est en train d'élaborer pour présentation au Comité en décembre 2000.

Plusieurs membres du Bureau ont exprimé leur accord sur le contenu de cette présentation. D'autres ont aussi souligné la nécessité de débats plus approfondis, notamment à la lumière d'autres initiatives touchant des points similaires, par ex. les conclusions de la Taskforce et les réunions sur les Orientations. Les délégués ont appuyé l'insertion d'un point sur la formation dans l'ordre du jour de la 24ème session du Comité.

Annexe II : Etude de l'efficacité de l'assistance fournie par le Comité en faveur de la formation pour le patrimoine culturel

Introduction

Au cours de la réunion du Comité du patrimoine mondial de décembre 2000, l'ICCROM a demandé et obtenu une somme de 5 000 \$ EU pour conduire une évaluation de l'efficacité des demandes d'assistance à la formation reçues par le Comité. L'ICCROM a engagé un consultant pour faire les recherches nécessaires pendant les mois de février et mars 2000.

Le projet consistait à mener une enquête systématique sur les demandes d'assistance à la formation pour l'héritage culturel, reçues par le Comité du patrimoine mondial, sur les recommandations émises à leur sujet par l'organe consultatif ainsi que sur les évaluations effectuées après le fin des activités. Cette analyse devait avoir pour résultats: une évaluation rapide des activités de formation par région, l'articulation des modèles identifiés, des conclusions sur l'efficacité de l'assistance en formation proposée par le Comité du patrimoine mondial, ainsi que des recommandations visant à améliorer le système. On espérait que l'enquête contribue de manière substantielle à définir au mieux la façon d'allouer les ressources limitées du Comité pour en optimiser l'efficacité.

Méthodologie et limites du projet

Le consultant de l'ICCROM a passé quatre semaines au Centre du patrimoine mondial pour examiner le plus grand nombre possible d'activités de formation appuyées par le Comité du patrimoine mondial pendant les années 1990. Il a utilisé pour ce faire des outils de recherche tels que: le document intitulé *Assistance en formation de 1978 à 1997 (Centre du patrimoine mondial)*, les évaluations de formation préparées en 1998 et 1999 par les organes consultatifs, et la base de données informatisée sur l'assistance en formation. Le fichier central de l'UNESCO a été systématiquement examiné, au même titre que les fichiers des bureaux du Centre du patrimoine mondial, tandis que les coordonateurs régionaux du Centre ont été interrogés. Les recherches ont également conduit à la préparation d'une série de fiches sur chacune des activités de formation découvertes dans les fichiers, à partir des photocopies des demandes d'assistance à la formation, des évaluations par les organes consultatifs, des rapports finaux (entiers ou partiels) et de tous les autres documents susceptibles de donner des informations sur l'activité. Chaque fiche contient les informations suivantes, lorsqu'elles sont disponibles:

- pays/région
- montant et proportion du financement total fourni par le Comité
- bénéficiaires de l'activité
- liens avec les institutions locales et les infrastructures éducatives
- résultats /produits escomptés de l'activité
- approches méthodologiques utilisées/innovations
- importance des liens avec les Sites du patrimoine mondial et leurs gestionnaires
- utilité et pertinence de l'évaluation préliminaire de la demande d'assistance par les organes consultatifs

- suites données au projet et évaluation: avantages mesurés/problèmes/possibilités d'amélioration

Les résultats de l'enquête ont été limités par les difficultés rencontrées pour accéder aux documents archivés. En dépit des réels efforts déployés dans ce domaine, le système de classement des fichiers du Centre du patrimoine mondial ne permet pas des recherches efficaces et rapides. Alors que l'on avait initialement espéré examiner toutes les activités de formation entreprises depuis la signature de la Convention, les difficultés d'accès ont limité les recherches aux activités des dix dernières années. Pendant quatre semaines, 36 des 65 activités réalisées pendant la dernière décade ont été étudiées en détail.

En outre, dans de nombreux cas, les données contenues dans les fichiers ne permettent pas de comprendre précisément la nature de l'activité, la situation générale ou le contexte dans lequel elle s'inscrivait, ni les caractéristiques des approches adoptées pour la formation dans la région.

Analyse

Les activités de formation appuyées par le Comité du patrimoine mondial ont été analysées à l'intérieur de trois grandes catégories.

1. La première catégorie correspond aux activités qui visent directement à la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial et qui s'inscrivent dans le cadre plus large de la Stratégie globale adoptée par le Comité lors de sa dix-huitième session en 1994. Cette stratégie fournit une méthodologie opérationnelle de mise en œuvre de la Convention qui garantit l'équilibre et la représentativité de la Liste du patrimoine mondial en corrigeant les déséquilibres géographiques, temporels et spirituels existant entre les différentes régions. Elle encourage les pays à devenir des Etats Parties à la Convention, à préparer des propositions de liste cohérentes, et à désigner des propriétés de catégories et de régions encore insuffisamment représentées dans la Liste du patrimoine mondial, une attention particulière étant accordée à l'Amérique latine et aux Caraïbes, à l'Afrique et au Pacifique.

Les activités de formation liées à la Stratégie globale sont généralement appuyées par l'Assistance internationale et orchestrées par le Centre du patrimoine mondial. "L'Atelier sur le renforcement des capacités et le développement des institutions dans la région Pacifique" offre un bon exemple de ce type de formation: il avait pour objectifs de promouvoir la Convention du patrimoine mondial, de faire augmenter le nombre de pays signataires de la Convention, de fournir un appui à la préparation des inventaires et des listes préliminaires des futurs sites potentiels du patrimoine mondial, et à la désignation des propriétés susceptibles de figurer sur la Liste du patrimoine mondial.

2. La deuxième catégorie couvre le développement des activités de formation dans le cadre de la Stratégie globale de formation, lancée par le Bureau en 1994. La plupart des activités financées dans cette catégorie sont régionales, de par leur nature ou leur portée, à l'exception de quelques-unes qui sont internationales. Les activités sont souvent organisées par les Etats Parties ou l'ICCROM et on y trouve, notamment: les séries de cours ITUC (internationaux et régionaux), les activités du programme

AFRICA 2009, lancé en mars 1998, et les évaluations régionales conduites en Europe de l'Est, Amérique latine et Asie du Sud-est.

3. La troisième catégorie est celle des activités de formation qui sont organisées par les Etats Parties et s'appuient sur l'Assistance à la formation fournie par le Fonds du patrimoine mondial. Ces activités vont des bourses individuelles, séminaires ou cours répondant à des besoins spécifiques (comme celui sur les principes de base - "First aid kit" - de la manipulation et du traitement du matériel archéologique, en Jordanie, en 1999) jusqu'aux activités de formation répétitives telles que le Programme régional de formation sur la conservation du patrimoine, à l'Université fédérale de Salvador de Bahia, au Brésil, qui existe depuis 1974.

Dans certains cas, lorsque les Etats Parties ne disposent pas des compétences nécessaires pour atteindre les objectifs définis au niveau de l'apprentissage, l'ICCROM, le Centre du patrimoine mondial, voire des consultants ou des sociétés spécialisés en formation, travaillent directement avec les Etats Parties à la préparation de la demande d'assistance en formation dans le but d'améliorer la qualité et l'efficacité des initiatives planifiées.

L'examen systématique par l'ICCROM de toutes les demandes en matière de formation (modalité acceptée lors de la réunion du Comité du patrimoine mondial de 1996) a formalisé une pratique qui était déjà largement adoptée par le Centre et le Comité. Cependant, alors que les résultats de l'examen effectué par l'ICCROM étaient souvent exposés oralement au cours des réunions du Bureau ou du Comité, ils ont été présentés par écrit à partir de 1996. En général, les demandes sont également envoyées à l'ICOMOS pour évaluation des activités de formation.

L'ICCROM évalue les demandes au regard des critères précis qui ont été définis lors de la réunion sur la stratégie globale de formation, organisée à l'ICCROM en novembre 1998. Les examens réalisés par les organes consultatifs au cours des dernières années sont maintenus par le personnel du Centre du patrimoine mondial afin d'assurer une continuité dans la référence des projets.

Les conclusions issues de ce rapport ont été intégrées aux autres sources consultées par l'ICCROM pour la préparation du rapport et figurent au point C. Problèmes et conclusions.

Annexe III : Documents consultés pour la préparation du présent rapport

1. Convention pour la Protection du patrimoine mondial, culturel et naturel.
2. Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial.
3. Document d'information WHC-95/CONF.203/INF.11B "Stratégie de formation dans la conservation des sites du patrimoine culturel" (présenté lors de la réunion du Comité, Berlin, 1995).
4. Document préparé par le Centre du patrimoine mondial pour la réunion de 1995 du Comité du patrimoine mondial. WHC-95/CONF.203/9.
5. "Training Strategy for World Heritage Sites", note d'information rédigée par J. Jokilehto (13 juin 1996) pour la réunion d'experts de septembre 1996 (Rome).
6. "Approches stratégiques à la formation concernant le patrimoine immobilier". Rapport de la réunion d'experts (Rome, 19-21 septembre 1996) présenté au Comité du patrimoine mondial en décembre 1996, WHC-96/CONF.201/INF.15.
7. Comité du patrimoine mondial, 19^{ème} session (Berlin, décembre 1995), rapport, pp. 55-58.
8. Comité du patrimoine mondial, 20^{ème} session (Merida, décembre 1996), rapport, pp.81-82.
9. Comité du patrimoine mondial, 21^{ème} session (Naples, décembre 1997), rapport, tableaux p.54-55.
10. "Recommendations of the Expert Meeting on Training in Relation to World Heritage Sites", Rome, 16-17 novembre 1998.
11. Comité du patrimoine mondial, 22^{ème} session (Kyoto, décembre 1998), rapport, p.51.
12. Bureau du patrimoine mondial, 24^{ème} session (Paris, juin 2000). Rapport (p. 59-60)
13. An outline of salient issues, concerns and priority recommendations important in addressing risk preparedness concerns for World Heritage. Leo van Nispen. Document provisoire en attente de publication par l'ICCROM, sept. 2000.

Plusieurs rapports récents ont également été consultés dans les différentes régions. Une liste non exhaustive des principales références consultées est donnée ci-après.

Asie et Pacifique :

- Simon Warrack, ICCROM South East Training Strategy Report, March 2000;
- ACCU Meeting on Training Programmes for Asia and the Pacific Report, mars 2000;
- ACCU Meeting on Training Programmes for Asia and the Pacific Report, mars 2000;
- Jukka Jokilehto, World Heritage Training Strategy for Western and Central Asia, and for China (deux documents provisoires en attente de publication par l'ICCROM), septembre 2000
- Minja Yang et Feng Jing, "World Heritage Conservation and Development", Beijing, juillet 2000
- First World Heritage Global Strategy Meeting for the Pacific Islands Region. World Heritage Centre. Centre du patrimoine mondial. Juillet 1997.

- Second World Heritage Global Strategy Meeting for the Pacific Islands Region. World Heritage Centre. Centre du patrimoine mondial. Août 1999.

Amérique Latine :

- OWHC / CECI training strategy questionnaire and analysis report (Milet-Pontual), mars 1999.
- ICCROM Latin American World Heritage Training Strategy Report (Pirozzi), mars 1999.
- Silvio Zancheti, "Training Strategy for Territorial and Urban Conservation Management in Latin America: a Proposal". Dossier préparé pour la réunion sur la stratégie de formation pour le patrimoine mondial d'Amérique Latine en Ecuador, prévue pour novembre 2000.
- Rapports du Centre du patrimoine mondial (H. van Hooff) sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial dans la région des Andes, aux Caraïbes, dans les pays du Mercosur, en Amérique Centrale. Mars 1999.
- Plan d'action pour la stratégie globale du patrimoine mondial pour les Caraïbes (2000-2002), Centre du patrimoine mondial, janvier 2000.
- TERRA Consortium, Guidelines for Institutional Collaboration (UNESCO, GCI, CRATerre-EAG, ICCROM).

Europe et Amérique du Nord :

- Natalia Dushkina, "World Heritage Training Strategy for Russia"; Roy Graham, "World Heritage Training Strategy for North America"; Paulius Kulikauskas, "World Heritage Training Strategy for Eastern, Central and Western Europe"; Gediminas Rutkauskas, "World Heritage Training Strategy for Central and Eastern Europe" (texte provisoire pour une publication ICCROM). Septembre 2000.
- Recommandations internationales pour les gestionnaires des sites de patrimoine culturel des pays de l'Europe Centrale et de l'Europe de l'Est. Réunion à Veliky Novgorod, septembre 1999.
- Herb Stovel et Jacques Dalibard, Overview of considerations in developing a World Heritage Training Strategy for North America. Document préparé pour la réunion d'experts à Rome, septembre 1996.
- Dennis Rodwell, Evaluation de la formation effectuée en Europe Centrale et en Europe de l'Est pour le Centre du patrimoine mondial. Printemps 1999.
- Herb Stovel, Training Strategy for Urban and Territorial Conservation in NE Europe (ITUC). Préparé pour l'ICCROM, 1996-97
- Gediminas Rutkauskas, Training Strategy for Urban and Territorial Conservation (ITUC) in NE Europe. Préparé en automne 2000.

Afrique :

- Stratégie de Formation pour les Sites du Patrimoine Culturel Immobilier en Afrique au Sud du Sahara. Elaboré pour la reunion d'experts sur la stratégie de formation pour la conservation des biens culturels, Rome, 19 – 21 septembre 1996.
- AFRICA 2009. Document pour le Programme AFRICA 2009, mars 1998.

- AFRICA 2009. Directors Seminar – Final Report. Mombasa Kenya, septembre 1999.

ANNEXE IV : Recommandations de la Réunion d'experts sur la formation relative aux Sites du patrimoine mondial, Rome, 16-17 novembre 1998

CADRE PROVISOIRE POUR L'ELABORATION DE LA FORMATION RELATIVE AUX SITES DU PATRIMOINE MONDIAL

Les principes décrits ci-après visent à guider la planification et la mise en œuvre de programmes de formation dans l'intérêt du patrimoine culturel. L'examen des demandes de formation devrait être réalisé dans le cadre de ces principes. Les critères spécifiques devant être utilisés dans ce processus sont indiqués sous le titre de Principes guidant l'évaluation des demandes de formation et suivant le format indiqué dans la liste de contrôle des demandes d'assistance à la formation. Les Etats Parties sont encouragés à consulter l'ICCROM pour le processus d'élaboration des demandes d'assistance à la formation. Les Etats Parties devraient s'assurer de l'existence d'un délai suffisant pour la consultation dans la préparation des demandes d'assistance en matière de formation.

1. *Ressources du patrimoine*

Compte tenu de la grande variété des sites du patrimoine culturel, des différentes conditions de sauvegarde et des différentes traditions culturelles et défis concernés, la conservation et la gestion de chaque site doit reposer sur une pleine compréhension de la nature et de l'importance spécifique du site concerné et de sa relation avec le contexte. Les Sites du patrimoine mondial devraient être entendus comme catalyseurs et leviers pouvant générer une base plus vaste de compétences pour toutes les activités liées au patrimoine.

L'une des questions clés en matière de formation est la définition des ressources du patrimoine. Même s'il existe des similitudes entre les différents sites, il faut comprendre que chaque site a son caractère, son histoire spécifique, ses conditions particulières ainsi que son utilisation actuelle ou potentielle. Le but de la formation est de permettre aux responsables d'approcher la conservation d'un site dans un esprit ouvert et critique, compte tenu de sa spécificité et des valeurs qui lui sont associées. Le patrimoine culturel, créé par les générations et cultures passées, comporte des significations qui ne sont pas toujours faciles à appréhender par la simple observation. Même si chaque site a sa spécificité, il existe également des caractéristiques communes (ex. matériaux et systèmes structurels). Il est nécessaire de comparer le savoir et l'expérience relatifs aux différents sites, en particulier les sites ayant un caractère similaire ou représentant des cultures identiques ou proches. De telles questions devraient être mises en lumière dans des activités de formation afin d'élargir la base d'une appréciation critique et d'une compréhension des qualités et de la spécificité de chaque site. Les Sites du patrimoine mondial sont généralement sélectionnés comme les plus représentatifs ou les meilleurs exemples de types particuliers de patrimoine. Leur rôle peut donc être vu comme catalyseurs de la promotion du renforcement des capacités.

2. Convention du patrimoine mondial

Si l'on tient compte de l'article 5 de la Convention et de la nécessité d'intégrer la protection du patrimoine dans des programmes globaux de planification, d'élaborer des études scientifiques et techniques et de recherche, "de favoriser la création ou le développement de centres nationaux ou régionaux de formation dans le domaine de la protection, de la conservation et de la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel et d'encourager la recherche scientifique dans ce domaine", ainsi que de l'article 23, en vertu duquel le Comité du patrimoine mondial peut également "fournir une assistance internationale à des centres nationaux ou régionaux de formation et de spécialistes à tous les niveaux dans le domaine de l'identification, de la conservation, de la mise en valeur et de la réanimation du patrimoine culturel et naturel".

Il est noté que, tandis que le but principal de la Convention est la sauvegarde du patrimoine culturel et naturel ayant une valeur universelle extraordinaire, l'article 5 situe également une telle activité dans un contexte plus vaste. En fait, les Etats Parties à la Convention sont encouragés à adopter une politique générale qui assistera l'intégration du patrimoine dans des programmes globaux de planification, en mettant en place des centres d'assistance pour les services nécessaires, le développement de la recherche, la fourniture d'un cadre de gestion pour la conservation ainsi que la création de centres de formation nationaux et régionaux. Il est également noté que l'UNESCO a adopté une série de recommandations, en particulier la Recommandation concernant la protection, au niveau national, du patrimoine culturel et naturel (Paris, 1972). La plupart de ces recommandations mettent l'accent sur la nécessité de la formation et de l'éducation, comme la Recommandation 1972 (par.60-65). Concernant les activités de formation, il sera bénéfique et rentable de prendre en considération de telles initiatives dans ce contexte plus vaste, supposant la participation de différents types d'institutions d'éducation et de formation ainsi que d'organisations bénévoles et de centres d'information existant dans chaque pays.

3. Renforcement des capacités

Le renforcement des capacités vise à fournir à tous les acteurs concernés par le processus de conservation les compétences nécessaires et les moyens y relatifs. La formation devrait être considérée dans ce contexte plus vaste dans l'intérêt du patrimoine culturel au niveau national et régional.

Le renforcement des capacités est souvent utilisé en l'absence d'une compréhension correcte de sa signification. La réunion a abordé pendant un certain temps les différentes connotations et est parvenue à un consensus quant aux capacités liées à la conservation des ressources du patrimoine. En fait, le renforcement des capacités devrait être considéré comme concernant un large éventail de professionnels et d'administrateurs responsables de la gestion du patrimoine. Ces différents acteurs devraient être dotés des compétences non seulement d'analyse du site ou du monument, mais également de communication avec les usagers de tels sites, ainsi que de consultation ou d'échange de vues avec d'autres professionnels. La formation joue un rôle fondamental dans le renforcement de ces capacités professionnelles et techniques. Simultanément, il faut noter que tandis que les Sites du patrimoine mondial font généralement partie d'un cadre plus vaste de gestion, le travail réalisé

sur eux peut renforcer la connaissance partout ailleurs ainsi que les capacités de l'Etat Partie à sauvegarder le patrimoine culturel au niveau national.

4. Sensibilisation du grand public

Une conservation efficace nécessite des mesures d'éducation afin de promouvoir la sensibilisation du public et l'intérêt en faveur du patrimoine culturel. Des mesures appropriées devraient être développées parallèlement au processus de renforcement des capacités.

La Convention accordant une importance particulière aux programmes d'éducation, les Etats Parties devraient s'efforcer de renforcer l'appréciation et le respect par leurs populations du patrimoine culturel et naturel (art.27-28). La préoccupation devrait également concerner les dangers menaçant ce patrimoine. De telles initiatives devraient être prises dans le contexte approprié; la sensibilisation du public sur l'importance des Sites du patrimoine mondial devrait s'accompagner de la mise en place d'une base d'éducation plus générale pour la compréhension des valeurs du patrimoine. Une telle sensibilisation constitue également une condition nécessaire pour convaincre les politiciens, les administrateurs et les propriétaires de biens de recourir aux services de professionnels qualifiés pour la réparation, l'entretien et la réhabilitation des biens culturels. La conservation ne travaille pas dans un vide mais nécessite une justification solidement ancrée. C'est dans ce contexte que la formation de professionnels prend toute sa signification. Ce renforcement de la sensibilisation devrait être particulièrement encouragé dans les pays où aucun site ne figure encore sur la liste de l'UNESCO.

5. Formation

La formation peut être entendue comme une variété d'activités liées au renforcement des capacités et intégrées au processus de conservation du patrimoine mondial, à savoir **avant** la nomination (pour identifier le patrimoine et garantir la gestion et la protection nécessaires), **durant** la procédure de nomination (pour définir le caractère et l'importance du site en vue de sa nomination sur la Liste) et **après** son inscription sur la Liste du patrimoine mondial (afin de garantir un soin permanent et une gestion de la conservation du site dans son contexte).

Il a été observé que les pays ayant le moins de sites figurant sur la Liste de l'UNESCO sont également ceux qui ont le moins d'activités de formation. Simultanément, la procédure de nomination est extrêmement complexe et les capacités d'information et techniques sont souvent insuffisantes. Il faut rappeler que de nombreux sites ont été refusés par le Comité en raison d'un manque de protection adéquate et de plans de gestion efficaces, notamment dans des pays n'ayant pas préparé de nominations auparavant. Par conséquent, il est nécessaire de promouvoir la sensibilisation sur les règles de protection et de gestion de la conservation des sites du patrimoine et de doter les professionnels des qualifications nécessaires pour leur permettre de mener à bien de telles tâches.

En outre, la préparation des nominations nécessite une enquête approfondie basée sur la recherche scientifique et des inventaires appropriés ainsi qu'une étude critique comparée du patrimoine dans le pays lui-même et à l'étranger, afin

d'identifier les sites méritant considération en raison de leur valeur universelle extraordinaire.

Enfin - et ce n'est pas là l'aspect le moins important -, il est nécessaire d'accepter la responsabilité de la protection des biens figurant sur la Liste de l'UNESCO. Pour toutes ces actions, la formation est considérée comme la manière la plus efficace d'atteindre ces résultats. Cependant, il n'est pas suffisant de limiter la formation aux sites existants du patrimoine mondial; il est plutôt essentiel d'élargir les bases et de travailler dans le courant afin d'anticiper la possibilité de sites potentiels pouvant être nominés.

Par conséquent, la formation devrait être considérée dans un contexte plus vaste et être rattachée au renforcement des capacités de chaque Etat Partie; en fait, un grand nombre de pays ayant ratifié la Convention n'auraient pas d'autres moyens de bénéficier de la Convention, dans la mesure où ils n'ont pas de sites figurant sur la Liste.

6. Programme de formation

Les Etats Parties devraient garantir que chaque organisation impliquée dans la conservation des sites du patrimoine dispose d'un programme de formation, actualisé et reposant sur les objectifs stratégiques de gestion de la conservation, et visant un développement approprié des ressources humaines disponibles et potentielles. Un programme de formation organisationnel devrait comprendre: la définition des objectifs, activités et priorités de conservation, l'évaluation des compétences existantes, les besoins en matière de renforcement des capacités et de formation. Un ensemble de standards et de critères devrait être établi afin de mesurer l'efficacité de la formation au regard des réglementations locales.

Afin de faire de la formation un instrument significatif et efficace de renforcement des capacités dans la conservation des ressources du patrimoine, celle-ci devrait être développée conformément à des plans. Ceux-ci devraient être préparés par chaque organisation impliquée dans le processus. La conservation est essentiellement multidisciplinaire dans la mesure où elle concerne différentes professions, techniciens ainsi que des propriétaires de biens et des décideurs.

L'identification des groupes cibles pertinents est essentielle comme point de départ desdits programmes. Ces groupes cibles pourraient être ceux déjà intégrés au domaine de la conservation (les "initiés") et ceux qui ont besoin de collaborer mais ne disposent pas forcément des informations requises ou n'ont pas bénéficié de la formation appropriée (les "étrangers"). Le programme de formation devrait fournir une identification précise des buts et objectifs de la formation, compte tenu du caractère et des conditions du patrimoine concerné. Le programme permettra également de fixer les priorités de développement du programme. Une évaluation permanente et un "feed-back" additionnel de l'impact de la formation sur le terrain sont nécessaires: l'introduction d'études de cas et de modèles d'activités et d'expériences de conservation est utile en vue de la mise en place d'une base solide de jugement critique et d'une meilleure compréhension des besoins futurs en matière de formation.

7. Procédure de gestion

Etant donné que la responsabilité de la gestion du site dépend des autorités nationales et des organisations locales pertinentes, ces organisations devraient être pleinement impliquées dans la procédure des opérations. Une approche de conservation durable devrait reposer sur une méthodologie critique et devrait être ultérieurement développée et testée à travers des activités régionales et internationales de formation. Le suivi (à savoir une observation permanente et systématique) des sites du patrimoine par ces autorités et organisations et une comparaison critique avec d'autres sites, notamment dans la région concernée, devraient faire partie du processus courant de renforcement des capacités et être intégrés dans les programmes de formation.

L'accent a été mis sur le manque de collaboration entre les différentes organisations et organes impliqués dans les activités de conservation, en particulier lorsqu'il s'agit des Sites du patrimoine mondial. Probablement au moins en partie en raison du prestige de tels sites, un grand nombre d'organisations ou d'individus ont tendance à prendre des initiatives sans informer correctement les autorités compétentes. Il est arrivé que des missions étrangères soient envoyées sans information préalable. Il existe également des initiatives parallèles de différentes organisations, sans aucune coordination. Ces situations peuvent créer des frustrations et nuire au site lui-même. En fait, la gestion nécessite une bonne communication ainsi que des compétences en matière de négociation ainsi que l'aptitude à traiter les conflits de valeurs et fixer les priorités.

Le but de la gestion est de prendre en considération tous les paramètres importants et de coordonner les actions en fonction des résultats attendus pour le bien du site et de ses usagers. La durabilité signifie que la conservation et l'utilisation du site reposent sur un processus permanent tenant compte du caractère et de l'importance du patrimoine ainsi que de la disponibilité de ressources à long terme. Alors que le terme suivi a peut-être revêtu une connotation quelque peu négative, il décrit encore une partie essentielle de tous les processus de gestion.

8. Communication

La communication constitue une composante essentielle de la formation et du renforcement des capacités; elle devrait avoir une assise large et impliquer toutes les parties dans un échange transparent d'informations et de sources. Cela devrait permettre les consultations professionnelles et la dissémination effective d'informations concernant les activités et opérations importantes au plan international.

La réunion d'experts a considéré la communication comme l'une des questions essentielles de la conservation des sites du patrimoine, notamment en référence à la formation et au renforcement des capacités. Alors que les méthodologies liées à la conservation du patrimoine culturel ont substantiellement progressé au cours des dernières décennies, un tel savoir et de telles informations doivent être continuellement communiqués aux intéressés. En particulier compte tenu de la complexité des ressources du patrimoine et de la multitude des disciplines concernées dans le processus de gestion, il est essentiel qu'un système de consultation permette à toutes les parties de se tenir informées.

Il a été noté que la communication a un coût, en particulier dans la mesure où elle nécessite un certain temps; il n'est pas toujours facile de s'écarter de calendriers chargés. La formation constituer ici un instrument valable de facilitation de la communication; elle permettra d'instaurer une base commune et d'enseigner un langage commun. Il est important de planifier la communication de manière systématique afin de fixer les priorités et de minimiser les informations requises.

9. Mise en réseau

Le secret d'une communication efficace réside dans les efforts de mobilisation et de soutien d'un réseau entre les différents acteurs concernés. La mise en réseau pour la formation suppose un partage de l'information et une facilitation de l'accès aux sources potentielles d'information. Des réseaux efficaces sont spontanés, flexibles, dynamiques, non hiérarchiques et toujours en changement et nécessitent l'engagement des personnes concernées.

La mise en réseau pour la formation suppose le partage de l'information et la facilitation de l'accès aux sources potentielles d'informations. Des actions simultanées peuvent être stimulées en profitant de l'introduction du processus d'apprentissage dans un contexte multidisciplinaire et le développement d'un langage commun.

La signification de la mise en réseau réside fondamentalement dans la dynamique de l'opération et dans l'information qui est en train d'être échangée. Si une telle activité n'est pas générée, nombre de réseaux restent des boîtes vides. Par conséquent, il est essentiel que la mise en réseau repose sur un engagement suscité à travers une centrale d'information qui joue également le rôle de catalyseur et de facilitateur.

Une autre caractéristique importante de la mise en réseau est que tous les participants devraient être considérés au même niveau; pour être efficaces, les réseaux ne devraient être ni hiérarchiques ni rigides. Les réseaux devraient plutôt répondre aux besoins toujours changeants et aux règles émergentes de tous les acteurs. La mise en réseau doit être afférente au domaine; sinon, elle ne stimule pas les activités ou ne remplit pas son objectif.

Il sera important d'identifier les réseaux existants, tels que ceux fournis par les organisations internationales et régionales (UNESCO, ICCROM, ICOMOS, OVPM, ICOM, etc.); en particulier, il existe des réseaux d'universités et d'associations et comités de formation internationaux et nationaux (ICOMOS CIF et APT). De tels réseaux constituent une base valable et devraient être utilisés de manière adéquate.

10. Coopération régionale

Compte tenu de la spécificité du patrimoine culturel et des conditions particulières existant dans chaque région, il sera bénéfique d'encourager la coopération régionale en vue de la comparaison des méthodologies et des résultats de projets spécifiques ainsi que de l'élaboration d'une formation spécialisée qui n'aurait en général pu être réalisée pour un seul pays. En outre, les organisations nationales et régionales devront unir leurs forces et garantir une base de collaboration aussi efficace que possible.

Au cours des dernières années, les activités internationales ont de plus en plus pris en compte la nécessité d'axer leurs initiatives et de coordonner leurs programmes en fonction des caractéristiques et conditions régionales. En particulier dans le domaine culturel, il est essentiel que ces initiatives soient utiles au patrimoine concerné. Cependant, il est également nécessaire de communiquer à un niveau international plus large et d'organiser des forums appropriés d'échange d'expériences et de développement de méthodologies et de politiques. Il sera idéal d'établir une collaboration aux différents niveaux - local, régional et international - en reconnaissant les avantages de chacun et en établissant des systèmes de communication et de mise en réseau pour le bénéfice mutuel.

Il existe de nombreux types d'activités de formation pouvant avantageusement être organisées au niveau régional, et qui permettront de rassembler les ressources humaines, techniques et financières disponibles. La collaboration régionale facilitera une comparaison critique d'expériences et de méthodes de travail sur des sites spécifiques, fournissant par conséquent une base méthodologique plus solide pour le travail de conservation.

Alors que la coordination de programmes régionaux devrait être maintenue au niveau régional, avec la pleine participation des autorités nationales, il sera important d'instaurer des liens avec les organisations internationales pour une consultation sur les politiques générales et sur les questions spécifiques.

11. Rôles des Organes consultatifs

Les Organes consultatifs de la Convention du patrimoine mondial devraient être directement impliqués dans le processus de renforcement des capacités et de communication. Au sein de ce processus, l'ICCROM joue un rôle de coordination grâce au lancement et au suivi des activités de formation et de renforcement des capacités au niveau international et régional, à la promotion des activités et au soutien de la mise en réseau. Cela supposera l'évaluation des besoins, en tant que processus permanent, par les pays et régions concernés. Le rôle de l'ICOMOS est de soutenir le renforcement des capacités par le biais de son réseau mondial de professionnels représenté par ses Comités nationaux et ses Comités scientifiques internationaux. Ceux-ci devraient être organiquement impliqués en tant que ressource dans le processus de renforcement des capacités et de formation, notamment au niveau national et régional.

La formation devrait être considérée comme un processus nécessitant un développement permanent afin de suivre les progrès et questions émergentes. Les méthodologies ne s'inventent pas en une nuit mais sont le résultat d'une réflexion critique et d'un suivi des résultats. S'il veut être durable et porter un message utile à la pratique de la conservation, un programme de formation a besoin d'être évalué et ses résultats régulièrement suivis. Le rôle des Organes consultatifs internationaux est d'assister le Comité du patrimoine mondial, le Secrétariat de l'UNESCO et les Etats Parties à fournir un cadre professionnel de contacts et de connaissances dans lequel la qualité de la formation en conservation dans le respect des principes de conservation peut être garantie aux différents niveaux requis.

Les deux Organes consultatifs officiels en matière de conservation du patrimoine culturel sont l'ICCROM, en tant qu'organisation intergouvernementale, et

L'ICOMOS, en tant qu'organisation internationale non gouvernementale. Des deux, l'ICCROM est dans la même position que l'UNESCO et est par conséquent responsable de ses activités devant ses Etats membres. Ses programmes sont établis sur une base biennale et peuvent être financés sur son budget régulier ou sur des fonds extrabudgétaires. La formation, l'une des cinq fonctions statutaires de l'Organisation, occupe une position clé dans le programme d'activités de l'ICCROM. Durant quelque 40 années d'expérience et de contacts avec des experts et des organisations spécialisées, l'ICCROM a élaboré et réalisé une longue série de programmes internationaux et régionaux de formation. Ces programmes peuvent être considérés comme un investissement dans le cadre de l'élaboration d'une méthodologie de conservation à caractère scientifique pouvant être utilisée pour les initiatives liées au Patrimoine mondial.

L'ICOMOS peut être défini comme une association membre internationale ayant des contacts avec des spécialistes et des experts dans les domaines architectural et de conservation urbaine. A travers son réseau de comités nationaux et internationaux, de comités scientifiques, l'ICOMOS constitue une base de contacts au sein du monde de la conservation. Les comités scientifiques de l'ICOMOS comprennent notamment le Comité international de formation (CIF), lequel est en contact avec les enseignants de la conservation de différentes universités ou institutions de formation et devrait être plus structurellement impliqué dans le développement d'activités de formation, tant au niveau local qu'international.

Annexe V : Principes directeurs de l'évaluation des demandes de formation

Les considérations suivantes devraient être prises en compte lors de l'évaluation des demandes d'assistance à la formation dans le cadre de la Convention du patrimoine mondial. Ces critères devraient être considérés conjointement afin d'émettre un jugement équilibré sur l'opportunité de l'allocation du soutien financier limité disponible grâce au Fonds du patrimoine mondial.

1. La demande d'assistance à la formation devrait "avoir un rapport direct avec la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial" (*Orientations*, paragraphe 94):
 - Il est souhaitable mais non essentiel qu'une telle formation ait lieu sur un site du patrimoine mondial;
 - De l'activité de formation devraient découler des avantages précis pour certains sites spécifiques du patrimoine mondial ou pour le système de gestion dont ils font partie.
2. La demande devrait préciser en quoi l'activité de formation proposée répond à un besoin bien défini. Le cas échéant, la demande devrait être examinée dans le cadre de la stratégie de formation régionale du Patrimoine mondial.
3. La demande devrait démontrer dans quelle mesure l'activité proposée bénéficiera aux responsables du patrimoine culturel en général.
4. La demande devrait envisager dans quelle mesure les activités de formation apporteront des bénéfices dans la région où elle aura lieu.
5. La demande devrait offrir des possibilités d'accroissement de la collaboration avec des partenaires locaux, régionaux et internationaux.
6. La demande devrait démontrer comment les activités de formation renforceront des institutions locales et régionales de formation.
7. La demande devrait montrer comment les activités proposées ont un rapport avec des applications pratiques dans le domaine.
8. La demande devrait démontrer comment les activités de formation proposées favoriseront des procédures et modèles d'enseignement novateurs.
9. La demande devrait montrer quelles dispositions seront prises pour la dissémination des résultats de l'activité de formation et du matériel y relatif à d'autres agences et institutions dans le même domaine
10. La demande devrait indiquer comment les activités de formation garantiront des processus d'évaluation et d'amélioration constantes (cf. paragraphe 96,e).
11. La demande devrait indiquer les méthodes de formation utilisées afin de garantir que les objectifs d'enseignement seront atteints.
12. La demande devrait être décrite conformément aux indications de la liste des opérations de contrôle ci-jointe.

Annexe VI : Liste des opérations de contrôle des demandes d'assistance à la formation

L'objectif de cette liste de contrôle est de permettre une évaluation comparative des demandes et d'aider les demandeurs à concevoir leurs programmes de formation. Les informations fournies servent également à la constitution d'une base de données de la formation concernant le patrimoine mondial.

1. DOMAINE (Orientations, art.94)

- 1.1 Identification des Sites du patrimoine mondial
- 1.2 Protection des Sites du patrimoine mondial
- 1.3 Conservation des Sites du patrimoine mondial
- 1.4 Présentation des Sites du patrimoine mondial
- 1.5 Réhabilitation des Sites du patrimoine mondial
- 1.6 Rapport avec la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial

2. TYPE (Orientations, art.95)

- 2.1 Formation collective
- 2.2 Formation individuelle
- 2.3 Formation au niveau local (national)
- 2.4 Formation au niveau régional
- 2.5 Activité de formation réalisée dans un centre local
- 2.6 Activité de formation réalisée dans un centre régional

3. INFORMATIONS GENERALES (Orientations, art.96)

- 3.1 Précisions sur l'activité de formation (fournir une liste des sujets et une brève description des contenus de la formation)
- 3.2 Niveau et type d'instruction (ex. milieu de carrière, travail sur le terrain et/ou en classe)
- 3.3 Personnel enseignant (nom, qualités)
- 3.4 Nombre de participants (étudiants)
- 3.5 Pays d'origine des participants
- 3.6 Dates de l'activité de formation (de - à -)
- 3.7 Lieu de l'activité de formation
- 3.8 Matériel de formation (équipement) disponible
- 3.9 Responsabilité fonctionnelle des participants par rapport au site du Patrimoine mondial

4. TYPE D'ASSISTANCE DEMANDEE AU FONDS DU PATRIMOINE MONDIAL

- 4.1 Contribution financière (total en \$ EU)
- 4.2 Personnel enseignant spécialisé (préciser: domaine, qualification, nom)
- 4.3 Equipement (préciser)
- 4.4 Livres et matériel d'enseignement

5. **COUT TOTAL** (inclure budget détaillé)

6. **COUT APPROXIMATIF DES INITIATIVES POUR LESQUELLES L'ASSISTANCE EST REQUISE** (indiquer le coût en \$ EU et le % par rapport au budget total)
 - 6.1 Frais de scolarité
 - 6.2 Indemnité de subsistance journalière
 - 6.3 Achat du matériel d'enseignement
 - 6.4 Frais de voyage
 - 6.5 Total

7. **AUTRES CONTRIBUTIONS** (en \$ EU)
 - 7.1 Financement national
 - 7.2 Contributions multilatérales
 - 7.3 Contributions bilatérales.